#24

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
46E ANNEE • JUIN 2006

Comprendre le monde pour le changer

AFGHANISTAN, IRAK, IRAN...

D'UNE GUERRE À L'AUTRE?

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

Au début de l'année 2006, le Comité pour la liberté d'expression et d'association (CLEA) s'est constitué en réaction à l'annonce suivant laquelle Bahar Kimyongur risquait sept ans d'emprisonnement en Belgique au motif qu'il serait le chef d'une organisation terroriste. Rassemblés autour de professeurs, de chercheurs et d'étudiants de l'Université Libre de Bruxelles -où Bahar a reçu un diplôme en Histoire de l'Art en 1996-, des citoyens ont décidé de s'organiser en posant la question suivante: "pourquoi Bahar est-il qualifié de terroriste ?"

LE CLEA

S'EXPRIMER
S'ORGANISER
CONTESTER

CE N'EST PAS DU TERRORISME !

Rapidement, il a semblé évident au comité que la nouvelle législation sur le terrorisme constituait une menace contre nos libertés. Le cas de Bahar est, à cet égard, emblématique. Cet universitaire belge de 32 ans n'a commis aucun crime, aucun délit ni n'a eu l'intention d'en commettre en Belgique, en Turquie ou ailleurs. Ce que la justice belge lui reproche c'est d'avoir traduit, diffusé et commenté un communiqué de l'organisation communiste turque DHKC et d'être membre du bureau d'informations de ce parti en Belgique. Ainsi, si l'on rapporte les faits reprochés à Bahar aux qualifications juridiques, on se rend compte que s'exprimer et s'organiser deviennent, suite à l'introduction de la nouvelle législation antiterroriste, des actes terroristes. De ce fait, la justice belge trahit un caractère politique car des principes essentiels comme les libertés d'expression et d'association, garantis par la constitution, sont attaqués ; ce qui participe à un processus plus large de criminalisation de l'action politique et citoyenne. De plus, cette loi remet en question des principes élémentaires de notre droit pénal comme celui de la responsabilité individuelle et celui de la territorialité du droit pénal.

Collectif d'information

La prise de conscience par les membres du comité que cette loi possédait un caractère liberticide a conduit le Clea à organiser deux conférences. L'idée centrale qui y était véhiculée peut se résumer comme suit: si, dans les discours, le terrorisme est présenté comme le danger qui menace la démocratie, on se rend compte, dans la pratique, que c'est sous prétexte de lutte contre le terrorisme que les libertés d'expression et d'association sont mises à mal. Plus de 200 citoyens ont ainsi pu réfléchir sur cette proposition: "s'exprimer, s'organiser, contester, ce n'est pas du terrorisme".

Malgré lui, Bahar est devenu le symbole des dangers que les nouvelles lois antiterroristes font peser sur nos libertés. Le combat pour soutenir Bahar continuera et s'amplifiera jusqu'à sa libération.

Par ailleurs, le Clea a organisé une délégation pour soutenir Bahar lors de son procès -connu sous le nom de "procès Erdal" où onze prévenus étaient regroupés- en première instance à Bruges et pour observer la manière dont la loi était concrètement appliquée. Lors du verdict -le 28 février-, Bahar a été condamné à quatre ans de prison ferme tout en restant libre de ses mouvements. Il a immédiatement interjeté appel contre la décision.

Comité de soutien

Nous refusons que Bahar soit extradé vers la Turquie où sa vie est menacée. Nous exigeons que l'Etat belge protège son ressortissant et fasse pression sur les Pays-Bas pour qu'ils le rapatrient dans notre pays. Nous demandons la libération immédiate de Bahar pour qu'il puisse se défendre lors de son procès en appel en Belgique.

Depuis l'arrestation de Bahar, la mobilisation s'organise : en une semaine, plus de 1.500 personnes ont déjà signé l'appel (voir ci-dessous). En Belgique et à l'étranger, de plus en plus de personnalités du monde politique, associatif, culturel prennent position pour Bahar en dénonçant l'attitude de l'Etat belge car les citoyens comprennent désormais que Bahar constitue un symbole.

Le Clea n'a rien à gagner dans ce combat. Au contraire, les intimidations de la part de la police dont ses membres font l'objet et les tentatives de déstabilisation menées par une certaine presse ne sont pas évidentes à gérer par le comité. Mais nous sommes persuadés que le cas de Bahar mérite notre soutien, votre soutien. C'est en tous cas notre conviction de citoyens soucieux de préserver la démocratie des attaques portées contre les libertés d'expression et d'association. ■

Contact: cleaclea@laposte.net

La pétition peut être signée sur le site:
http://perso.wanadoo.fr/clea.be/

edito

PAR PETER VELTMANS

Determination humaine vs stratégie politique ?

Lors de la marche silencieuse à Anvers, des dizaines de milliers de personnes ont protesté contre les meurtres racistes dans cette ville et contre les attaques similaires à Bruges et à Heule. Cette manifestation était organisée par les familles directement concernées. Elles ont ainsi essayé d'exprimer leur détermination humaine, suite à leur immense douleur.

Mais la municipalité d'Anvers était très impliquée dans la marche silencieuse. Cette municipalité -une coalition monstre entre le PS, Ecolo, les démocrates chrétiens et les libéraux- n'a jamais excellé en détermination. Et certainement pas face au racisme. On se souvient des "visites domiciliaires", rien d'autre qu'une poursuite en règle contre les soi-disants "illégaux". La demande explicite -plutôt l'ordre- du bourgmestre Patrick Janssens de "ne pas emmener de slogans ou pancartes" et "ne pas distribuer des tracts" lors de la manifestation -en spécifiant que "la police allait surveiller"- n'est pas due à une détermination de Janssens face au racisme et à la violence de l'extrême droite, mais à la volonté d'écarter la politique néolibérale d'Anvers de l'indignation populaire.

Cette politique néolibérale cause et renforce la crise de la société, qui fait le lit du racisme et de la violence de l'extrême droite. Il est donc compréhensible que pas mal d'antiracistes honnêtes se posent des questions devant le caractère apolitique de la marche silencieuse. Soyons clairs: le POS partage ces remarques et ces doutes. La question reste néanmoins : comment aider à faire progresser le débat dans la société ?

Le POS considère qu'il est utile de manifester avec les familles et les manifestants pour faire évoluer cette indignation populaire vers une lutte politique. Ce n'est pas une idée nouvelle. Déjà dans les années 30, dans sa cellule en Italie fasciste, le marxiste italien Antonio Gramsci décrivait son époque comme étant celle d'une très profonde crise de société. Il constatait que "la crise consiste dans le fait que l'ancien est mourant et que le nouveau n'est pas encore né et que, dans cette période intermédiaire, plein de formes morbides voient le jour". On a malheureusement constaté à Anvers, Bruges et Heule que ces formes morbides ressurgissent régulièrement.

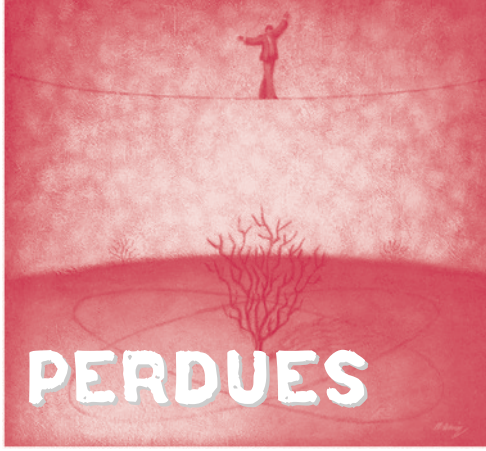
Ce qui est central dans cette pensée, c'est la construction de fronts larges qui se basent sur plusieurs couches de la société et qui expriment leurs revendications sociales et culturelles. Il s'agit d'unir ces revendications contre l'ennemi commun. Le Vlaams Belang le fait en créant une fausse image de l'ennemi, "l'étranger", autour de laquelle il réunit un électorat de racistes, de fascistes, de catholiques fondamentalistes, de flamands ultra-nationalistes, de réactionnaires éthiques, de sionistes d'extrême droite, de commerçants et de petits entrepreneurs frustrés, ... Il semble que de grands pans de la gauche aient abandonné la lutte pour un front politique large qui se base sur les revendications de larges couches de la société. Au lieu de cela, une partie de la gauche s'aligne dans des "fronts de démocrates" (comme le front monstrueux à la commune d'Anvers) qui ouvrent chaque fois la voie à la politique néolibérale...

Le POS considère que la lutte pour un front politique de gauche, qui se base sur les demandes sociales de larges couches de la population, devrait rapidement devenir la priorité numéro un. Faisons en sorte que la marche silencieuse n'ait pas seulement été le point culminant d'une détermination, mais surtout le début de la formation d'un front de gauche contre le racisme et l'extrême droite ! ■

la gauche

Journal du Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale - Mensuel edité par la Formation Léon Lesoil

EDITEUR RESPONSABLE: David Dessers
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera
RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //Site Internet: www.sap-pos.org
ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Sébastien Brulez, Céline Caudron, Chris Den Hond, Freddy De Pauw, Jean-Louis Fauchet, Denis Horman, Frédéric Lévêque, Frans Maggio, Matthias Lievens, Ataulfo Riera, Daniel Tanuro, Peter Veltmans, Dominique Waroquiez
TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros
A verser sur le n° de compte "Avanti": **001-4012225-90**, mention "La Gauche".



Nous avons vu dans un précédent article que les partisans de la décroissance proposent au Sud, en substance, le programme suivant : "Ni croître, ni décroître, retrouver les identités perdues". Examinons de plus près les implications de ce mot d'ordre... PAR DANIEL TANURO

LE PIÈGE DES IDENTITES PERDUES

Les "décroisseurs" partent du constat que le capitalisme a "désenchanté le monde"(1). Cette notion n'est pas étrangère au marxisme. Le Manifeste Communiste résume la question en ces termes : "Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané". Le problème est que, de là, peuvent découler deux conclusions diamétralement opposées. Le texte de Marx et Engels continue ainsi : "Les hommes enfin sont forcés d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés". Autrement dit : l'espoir passe par l'invention d'une nouvelle société - le socialisme - qui permettra de retrouver des richesses humaines perdues ou perverties par le capitalisme et d'en créer d'autres, sur une base nouvelle : la conscience de l'humanité dans sa globalité. Pour les décroisseurs au contraire, la solution ne réside pas dans l'invention de quelque chose de neuf mais dans le retour au passé.

Idéalisation du passé

C'est peu dire que ce passé est systématiquement idéalisé. Notamment du point de vue des relations avec la nature. S. Latouche : "La reproduction durable a régné sur la planète en gros jusqu'au XVIIIe S"(2). C'est faux. Le développement de Rome dans l'Antiquité ne fut possible qu'au prix d'une érosion et d'une désertification irréversible des terres, notamment en Afrique du Nord. Il est fort probable que la civilisation maya se soit effondrée par suite d'une crise écologique qu'elle avait provoquée. Les polders sont le produit du déboisement massif autour de l'an mille. La culture itinérante sur brûlis pourrait être une des causes de la désertification du Sahara(3). Par son productivisme, le capitalisme a évidemment donné à la crise écologique des proportions globales, qualitativement nouvelles. Mais c'est foncer dans une impasse que vouloir combattre ce système au nom d'une "harmonie avec la nature" largement mythique.

L'idéalisation du passé, chez les décroisseurs, ne concerne pas que les relations avec la nature : elle porte aussi sur les relations sociales, les traditions, les croyances, etc. Latouche explique le triomphe de la colonisation par le fait que "le projet occidental" serait "difficile à refuser" : "Comment refuser d'abandonner ses pratiques contraires à l'hygiène, sa façon de produire inefficace et irrationnelle, ses croyances ancestrales ?"(4) A le suivre, ce refus serait pourtant le point de départ de l'alternative. Car "le culte occidental de la vie pour la vie, et son revers profane qu'il n'y a pas d'au-delà et que la mort n'a pas de sens, a pénétré absolument partout et s'incruste de plus en plus profondément". Dans ce contexte idéologique trouble, il n'est pas étonnant que Latouche rende hommage à Nietzsche: "Nietzsche avait très bien perçu la signification de ce phénomène : 'On a renoncé à la grande vie lorsqu'on a renoncé à la guerre'". Exemples de cette "renonciation", selon Latouche : "Même en Amazonie les guerres tribales ont reculé" et "le taux de suicide au Japon tend à se rapprocher de la moyenne mondiale"(5). Faut-il le regretter ?

Relativisme culturel

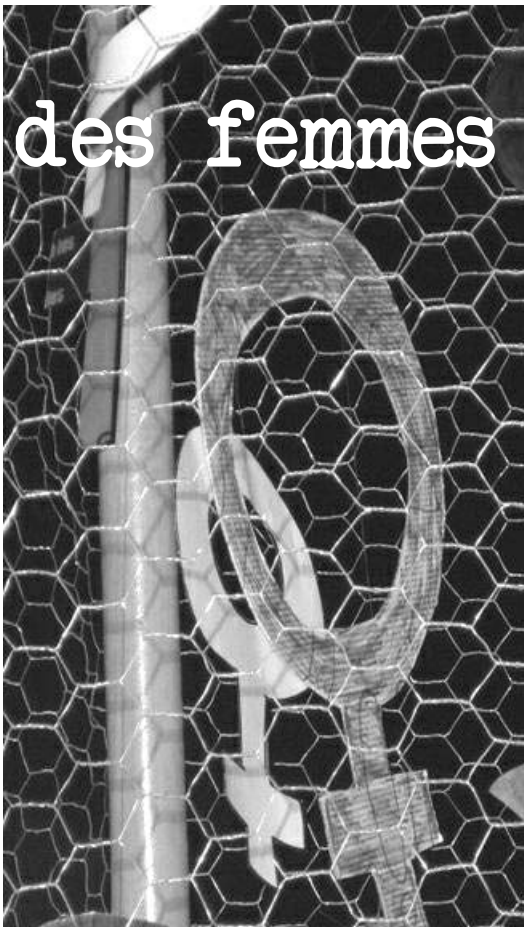
Le refus du bouleversement capitaliste entraîne chez les décroisseurs le refus de tout progrès et l'éloge d'un immobilisme des cultures traditionnelles (immobilisme qui n'existe que dans leur imagination). En même temps, leur rejet de la culture universelle capitaliste entraîne le refus de toute universalisation des droits. Toutes ces idées interagissent et expliquent une autre caractéristique de ce courant : le relativisme culturel, l'idée que toutes les pratiques culturelles sont à mettre rigoureusement sur le même pied et qu'un "consensus universel" n'est possible que si "chacun est prêt à faire des concessions". A cet égard, Latouche fait fort : "Si je partage pleinement l'horreur qu'inspire l'anthropophagie, écrit-il, (...) la seule attitude rationnelle devrait être de tolérance : si vous n'aimez pas, n'en dégoûtez pas les autres"(6).

Au-delà de ce cas extrême, on voit immédiatement les conséquences de ce schéma de pensée face à des pratiques telles que l'excision des filles. En fait, la lutte des femmes est vraiment le talon d'Achille du plaidoyer des décroisseurs pour le retour aux identités perdues (le "retour du refoulé", selon Latouche). Latouche : "si l'Inde avait conquis le monde, la purification des veuves (qui se jettent sur le bûcher de leur mari) ferait partie des droits de la femme"(7). Défendre cette "tradition" équivaut à soutenir les oppresseurs contre les opprimées ? Latouche ne veut pas le savoir : dans sa vision idéalisée, les sociétés traditionnelles seraient homogènes, sans classes ni groupes, sans conflits(8). Exemple significatif des dérives qui en découlent : le massacre d'un million d'innocents par les Khmers Rouges est décrit benoîtement comme le regrettable dérapage d'une légitime "recherche d'authenticité culturelle" qui a malheureusement dégénéré en un "tragique ethno-suicide"(9). Le succès des décroisseurs dans une partie du mouvement altermondialiste est décidément bien étrange ! ■

(1) Selon l'expression de Max Weber.
(2) S. Latouche, "Survivre au développement", p. 65
(3) Polders : "Vive la Terre", P. Westbroek, Seuil. Sahara : Mazoyer et Roudart, "Histoire des agricultures du monde". Pour une vue d'ensemble, lire JB Foster "Vulnerable Planet", Monthly Review Press, 1999.
(4) S. Latouche, "L'occidentalisation du monde", p. 89
(5) Ibid, p. 88.
(6) Ibid, pp. 168-169.
(7) Ibid p. 170.
(8) Lire à ce sujet Stéphanie Treillet "Décroissance et anti-développement : quel modèle de société ?", Critique Communiste.
(9) Ibid., p. 109.

En février dernier est paru "L'Autonomie des femmes en question"[1], sous la direction de Josette Trat, Diane Lamoureux et Roland Pfefferkorn. Cet ouvrage vise à faire le point sur l'offensive en cours contre les femmes et sur les résistances qu'elle suscite. Les contributions rassemblées permettent à un public de non-spécialistes de prendre connaissance de l'évolution de la situation des femmes, de l'état des rapports de forces entre conservateurs et féministes dans diverses sociétés sur deux continents: l'Amérique (du Nord et du Sud) et l'Europe (de l'Est et de l'Ouest), dans leur diversité. Josette Trat revient sur quelques points essentiels abordés par ce livre. ENTRETIEN PAR MAGDALENA ROSENDE*

Contre les conservatismes la RÉSISTANCE des femmes



Dans l'introduction de cet ouvrage, vous présentez l'antiféminisme et le postféminisme comme deux phénomènes différents qui contribuent à la remise en cause des acquis féministes de ces trente dernières années.

Josette Trat: Nous distinguons un antiféminisme traditionnel, frontal qui relève d'un conservatisme classique et qui est porteur d'une remise en cause directe de toutes les valeurs d'égalité, non seulement entre hommes et femmes mais entre noirs et blancs, entre hétérosexuel-le-s et homosexuel-le-s, etc. C'est celui qui est porté par la droite conservatrice aux USA ou au Canada. Mais il est également à l'œuvre en Europe, notamment en Europe centrale et orientale où la restructuration capitaliste de l'économie s'est accompagnée comme en Bulgarie, d'un chômage massif, notamment féminin, particulièrement pour les femmes les moins qualifiées ou au-delà de 45 ans. En Europe occidentale, les remises en cause sont moins frontales: on ne dénie pas aux femmes le droit de travailler. Mais ce droit est surtout reconnu aux femmes les plus diplômées et qualifiées. Pour les autres, elles sont incitées à travailler à temps partiel ou à cesser leur activité rémunérée quand elles ont des jeunes enfants grâce à quelques subventions plus ou moins importantes. L'antiféminisme est plus ou moins ouvert en fonction de la capacité de résistances des forces féministes dans les différents pays.

Il y a par ailleurs tout un courant postféministe qui passe son temps à dénigrer les féministes sous le prétexte fallacieux que celles-ci présenteraient toutes les femmes comme des victimes ou tous les hommes comme des bourreaux. Dans cette perspective, les violences contre les femmes sont interprétées soit comme le résultat de pathologies individuelles de certains hommes, soit comme relevant des interactions "normales" dans les couples. On sous-entend alors que les hommes sont autant victimes de violences conjugales que les femmes, ce qui est faux. Ce type de discours qui présente les femmes comme des individues totalement "libres", sans contraintes sociales aucunes ("libres" de se prostituer par exemple), est présent tout particulièrement chez des femmes qui ont profité largement des libertés acquises grâce au mouvement de libération des femmes et qui ont un pouvoir économique et médiatique réservé à une petite poignée de privilégiées.

Vous évoquez l'enlisement, l'essoufflement et l'atomisation des mouvements féministes ? Outre les facteurs économiques et politiques évoqués, ne doit-on pas également prendre en compte la diversité du féminisme et ses divisions ?

J. T. Oui certainement ; mais il y a de fait des lectures très différentes de ces divisions. Il faut, selon moi, resituer le débat entre féministes dans un contexte idéologique plus large, en pleine mutation. Nous assistons depuis une vingtaine d'années à la montée de l'idéologie néolibérale selon laquelle rien ne doit limiter la liberté du marché. Tout est à vendre, y compris le corps ou le ventre des femmes. Il y a, d'un autre côté, une alliance entre la hiérarchie catholique et les autres notables religieux pour tenter de réduire la liberté des femmes et des minorités sexuelles à choisir leur sexualité et leur mode de vie. Le tout se complique avec l'offensive tous azimuts de l'impérialisme américain pour dominer les pays riches en ressources énergétiques et les résistances que cela suscite sous des formes multiples, y compris religieuses, de la part des jeunes des deux sexes.

Comment, dans ces conditions, les féministes peuvent-elles défendre les droits des femmes, et de celles notamment qui subissent de plein fouet une triple oppression en tant que femmes, de milieux populaires, dont les parents ont souvent immigré ? De nombreuses féministes ont choisi de répondre en sélectionnant un "ennemi principal"; les unes, le racisme, d'autres l'intégrisme

religieux ou l'ordre moral. D'autres féministes, comme moi, refusent de choisir et cherchent à combattre à la fois le racisme, l'ordre moral préconisé par les courants dominants dans les religions, mais également les inégalités économiques et sociales qui se sont aggravées considérablement dans la population et qui alimentent les discriminations que subissent les femmes, etc. Cette conception de la lutte trouve son fondement théorique dans l'analyse du fonctionnement des rapports sociaux. Ils sont multiples et interfèrent les uns avec les autres. Le débat est loin d'être épuisé.

Peut-on se limiter à présenter les stratégies féministes comme des stratégies défensives ?

J.T. Dans le contexte international actuel, je pense que, dans la plupart des pays, les féministes sont dans une phase de résistance. Cela ne signifie pas qu'elles se résignent à une stratégie purement défensive. Mais, avant de pouvoir repartir à l'offensive, encore faut-il avoir bien identifié son ou ses adversaires, ce qui n'est pas toujours très simple quand l'antiféminisme prend les atours du post-féminisme. Nous espérons avoir contribué à cette clarification indispensable. ■

(1) Sous la direction de Josette Trat, Diane Lamoureux et Roland Pfefferkorn, L'autonomie des femmes en question. Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe, Paris, Ed. L'Harmattan, coll. Bibliothèque du féminisme. Pour les larges extraits de l'introduction à cet ouvrage, voir : http://www.europe-solidaire.org/article.php3?id_article=2192

*Extraits de l'article paru dans le périodique suisse "solidaritéS" n° 85 (04/04/2006). Version intégrale disponible sur www. europe-solidaire.org

Le réalisateur anglais Ken Loach et son scénariste Paul Laverty ont présenté au Festival de Cannes leur nouveau film "The Wind that Shakes the Barley" qui narre l'histoire de la lutte des Irlandais au début du XXe siècle pour leur liberté.

ENTRETIEN PAR CRISTINA PICCINO "IL MANIFESTO" / SINPERMISO.INFO. TRADUCTION PAR LA GAUCHE

Voyage aux racines de la revolution

Ken Loach et Paul Laverty partagent la même critique politique du présent, de la mondialisation, de la guerre et de l'Angleterre de Tony Blair. Leur entente est si forte que l'un commence la réponse et l'autre l'achève. Ils ont également la même lecture alternative du passé et du colonialisme. "The Wind that Shakes the Barley" est né de ce devoir de mémoire et d'actualité car l'occupation britannique de l'Irlande reflète d'une certaine manière la guerre d'agression et l'occupation de l'Irak. Le film est également né de la volonté d'aborder un important morceau de l'histoire britannique afin d'essayer de comprendre les racines de cette guerre et les conflits qui ont provoqué une nouvelle guerre au sein même de la révolution irlandaise - comme c'était déjà le cas dans "Terre et Liberté" sur la Guerre civile espagnole. Cette fois-ci, elle se passe entre les Irlandais qui, face à la menace d'une nouvelle invasion anglaise, ont accepté de traiter avec le gouvernement de Churchill, et ceux qui ont voulu poursuivre la lutte pour une indépendance sans limite et surtout pour une nouvelle société fondée sur l'égalité et les droits des plus faibles; ouvriers, paysans, prolétaires.

Pourquoi avez-vous décidé de raconter, aujourd'hui, la lutte pour l'indépendance de l'Irlande ?

K.L et P.L: C'est une question toujours actuelle puisque les armées occidentales n'ont jamais cessé d'occuper d'autres pays. Il n'est pas nécessaire de rappeler où se trouve aujourd'hui l'armée britannique et avec quelle brutalité elle occupe l'Irak de manière illégale. D'autre part, l'histoire du conflit irlandais a des racines lointaines. On peut affirmer que l'Irlande a été la première colonie anglaise. Le traité d'indépendance signé avec la Grande-Bretagne en 1920-21 reposait sur une décision démocratique exprimée par le vote de tous les Irlandais. Mais le fait est que la

guerre, pour beaucoup, n'avait pas seulement été menée pour l'indépendance, mais aussi dans le but de créer un autre type de société. Ce que la Grande-Bretagne tentait de maintenir, ce sont ses intérêts coloniaux. Ce fut un conflit tragique qui, dans la narration du film, s'entremêle avec l'amitié et les relations entre deux frères.

L'occupation anglaise a été très brutale. Face aux images de violence exercée contre les gens, on ne peut s'empêcher de penser aux images d'Irak et au fait que ces "méthodes" sont communes à toutes les armées d'occupation...

K.L et P.L: Il est très intéressant d'analyser la façon dont on écrit l'histoire. On a écrit sur Christophe Colomb et les conquistadores espagnols qu'ils ont découvert de nouveaux mondes et contribué ainsi au progrès. Mais on a omis le fait qu'ils ont massacré des populations entières d'indigènes américains et les ont traités comme des animaux. Dans les écoles, on n'apprend pas cela. C'est la même histoire au Bengale en 1943 ou au Kenya dans les années '50, où de nombreuses personnes ont été torturées, assassinées ou enfermées dans des camps pires que Guantanamo. Tout cela au nom de la glorieuse "civilisation" pour laquelle la notion d'empire est centrale mais qui ignore les massacres et l'esclavage sur lesquels elle a été fondée.

La même chose se passe aujourd'hui en Irak où la guerre a été, dès le début, illégale, menée ouvertement en violation de la Convention de Genève. Elle repose sur le mensonge et a créé une situation insoutenable qui frappe en premier lieu tous les civils. Mais on en parle de moins en moins. Le silence est tombé sur le quotidien des gens qui vivent dans les pays occupés. Les informations sur ce qu'il se passe réellement sont souvent superficielles. On n'a pas su grand chose des morts de Faloujah, par exemple, et ce fut beaucoup plus tard. Il est nécessaire de s'opposer farouchement à tout cela, il faut mener un travail de contre-information tel que celui des médias indépendants qui ont permis de découvrir certaines réalités, comme les chiffres des milliers de victimes civiles irakiennes depuis le début du conflit, des chiffres dont les médias dominant n'ont pratiquement pas fait mention.

La fracture entre les révolutionnaires irlandais est issue de l'acceptation d'une partie d'entre-eux du traité avec le gouvernement britannique et de la nécessité, ressentie par d'autres, d'un autre type d'indépendance qui supposait la poursuite de la lutte armée. Comment voyez-vous ce conflit ?

K.L et P.L: Ce fut un terrible dilemme. L'Irlande avait vécu des siècles sous la terreur. Que faire face à la perspective d'un accord qui, sans être convaincant, pouvait tout de même mener à la paix alors que l'alternative était un nouveau bain de sang ? Les dirigeants irlandais étaient également très jeunes. Qu'aurions nous fait à leur place ? Pour certains, comme le personnage incarné par Ted, le traité était à ce moment la meilleure solution. Pour d'autres, non. C'est une question de choix, comme celle d'entrer dans une lutte ou de rester à sa marge. Il y a dans tout cela une grande contradiction, qui mène à assassiner son propre frère, à détruire des vies... Cette histoire représente pour nous quelque chose d'énorme, c'est un nœud central dans l'histoire anglaise, avec des figures tragiques et parfois certaines un peu comiques.

Les Irlandais ont pris les armes pour se libérer des anglais. Mais aujourd'hui, ceux qui résistent à l'occupation sont accusés de terrorisme...

K.L et P.L: La violence est nécessaire si l'ont poursuit des idées de justice et de liberté. La résistance à l'oppression porte avec elle la violence. La même chose s'est produite dans la France occupée par les nazis: les gens ont pris le maquis... Il y aura toujours de la résistance tant qu'il y aura de l'oppression; l'être humain ne peut tolérer l'humiliation. Mais nous n'avons pas voulu donner un visage romantique à la violence. C'est pourquoi nous n'avons pas mis de musique dans les scènes de guerre. Pour atteindre un état de justice, la violence était nécessaire dans ce cas là. Il y a avait eu des élections et le Sinn Fein avait triomphé, mais les Anglais lui ont collé l'étiquette d'organisation criminelle et l'ont systématiquement réprimé. Il faut souligner que notre film n'est pas contre les Anglais, mais bien contre la politique du gouvernement, qui ne doit jamais être confondu avec le peuple. Lorsqu'il s'agissait de préserver les intérêts des classes dominantes, le peuple anglais souffrait de la même politique. ■

SONACA
la menace plane

Les 1.779 travailleur de la SONACA devront-ils subir une délocalisation partielle ou totale après les élections communales du 8 octobre 2006 ? Rien n'est confirmé à ce jour mais la menace plane. 1.500 emplois sont garantis jusqu'en 2009, mais quid des 279 personnes restantes ? PAR FRANS MAGGIO

c'est vite dit

Dans "Eurinfo" (n°303, mars 2006), le "magazine de la Représentation en Belgique de la Commission européenne", l'eurodépué VLD Dirk Sterckx étale ses états d'âmes et sa déception suite au rejet de la Directive portuaire par le Parlement européen.

Ses arguments ? "C'est simple, à Rotterdam par exemple, le service des pilotes est déjà largement libéralisé, bien plus qu'à Anvers". Du coup, au nom de la concurrence et de la compétitivité, il faudrait étendre ce "modèle" partout comme le visait la Directive concoctée par la très néolibérale Commission européenne. Sterckx confirme en passant la validité et l'efficacité de la lutte des dockers puisque, affirme-t-il avec un brin de mélancolie; "la plupart des parlementaires ont voté contre parce que les dockers sont contre". Malgré tout, il ne baisse pas les bras et trace une perspective visant à poursuivre l'œuvre libérale à l'abri des regards trop indiscrets des travailleurs: "on devrait tout de même se pencher sur des améliorations qui pourraient être apportées à l'organisation (des ports, ndlr). Sereinement, discrètement". Discrètement ? ■

Globalement, l'entreprise se porte bien. Le chiffre d'affaire est de 263 millions d'euros et voilà dix ans que les bénéfices de l'entreprise tournent autour des 4% du chiffre d'affaire. Le carnet de commandes est garanti jusqu'en 2009 et les clients se bousculent: des avions Airbus, Embraer ou Dassault décolleront avec des ailes SONACA. Alors, pourquoi restructurer cette société... -dont le propriétaire à 98% est la Région Wallonne sociale-démocrate ?
90% du chiffre d'affaire, principalement les bords d'attaque et les tubes, sont payés en dollars. Cela se traduira par des pertes de 30% du chiffre d'affaires, pourtant sans perte de contrat et avec une production augmentée. De plus, les actionnaires réclament 63 millions d'euros d'économie par an. Un chiffre démentiel qui représente près d'un quart du chiffre d'affaire !

Pour atteindre cet objectif, 80 projets sont à l'étude pour le plan "Défi 2007": diminution des coûts des achats, augmentation de la productivité et autres traditionnelles réductions de frais... et attaques directes envers les travailleurs. Le volet social 2006-2007 prévoit, entre autres, la perte des 279 emplois non garantis, le gel de la masse salariale et l'augmentation du temps de travail de 36h à 39h par semaine sans compensation financière. Tous les travailleurs sont visés, de l'ouvrier au directeur, et certaines des attaques, comme la suppression des pauses-café, sont vraiment d'une rare mesquinerie.

Si cela ne suffit pas, la trésorerie serait en difficulté dès juin 2006. La Direction annonce des pertes de 100.000 euros par jour. La Région Wallonne demande un retour à la rentabilité et propose de verser des avances récupérables à un taux préférentiel, les réglementations de l'Union Européenne interdisant tout réel subventionnement public.

Les travailleurs ont aujourd'hui le couteau sous la gorge. Par le passé, la direction -dont Christian Jacqmin l'administrateur délégué- imposait les revendications patronales et les résultats étaient négatifs. M. Sonveaux agit aujourd'hui plus prudemment; il écoute les revendication des travailleurs et prend note de leurs doléances. Mais, en cas de refus du plan négocié par les syndicats, la direction menace de déposer le dossier au Tribunal de Commerce, et de rechercher un repreneur, faute de quoi la société serait mise en liquidation. La procédure Renault a déjà été utilisée lors d'une restructuration en 2003 et il n'est pas exclu que la situation se reproduise. ■

Depuis maintenant trois ans, le Setca Mons-Borinage essaie de faire entendre sa voix en faveur des travailleurs du Shape[1]. Cette institution emploie des travailleurs civils sans aucun statut et, en parallèle, développe de plus en plus le recours au travail au noir, entraînant de nombreuses pertes d'emploi dans les rangs des travailleurs déclarés. Après de multiples interpellations des responsables politiques restées sans réponse, le syndicat des employés a décidé d'agir. PAR SÉBASTIEN BRULEZ

LE SHAPE BAFOUE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Il existe actuellement trois types d'employés civils au Shape. Tout d'abord le personnel statutaire OTAN, directement rémunéré par cette institution. Ensuite les civils employés par le Shape mais dont les salaires sont également financés par l'OTAN. Et finalement les travailleurs dont les salaires sont directement financés par les activités socio-récréatives au sein de la base à Casteau. Selon David Salvi, Secrétaire régional Setca, ce sont ces derniers qui doivent faire face à un statut... sans statut ! Selon la législation, tout employeur doit appliquer la loi de 1968 sur les conventions collectives (s'il s'agit d'un employeur privé), ou la loi de 1974 s'il s'agit du secteur public. Or, selon David Salvi: "Le Shape joue sur l'ambiguïté de son statut et n'applique aucune des deux. Ce qui prive les travailleurs de leurs droits les plus élémentaires reconnus dans ce pays."

Pas de représentation syndicale

Si la loi sur les conventions collectives était appliquée, les 112 équivalents temps plein auraient droit, notamment, à une représentation syndicale. Mais les autorités du Shape s'y opposent farouchement: "Les travailleurs ne disposent d'aucune délégation syndicale. Il existe juste un comité consultatif qui n'a officiellement aucune valeur." Selon le permanent du Setca, cette absence de statut prive également les travailleurs de toute une série de droits comme le chômage technique, la prépension, le crédit-temps, etc.

A l'heure actuelle, une personne a été mandatée au sein du Shape pour "débroussailler la situation" mais certaines voix essaient d'invoquer le principe d'extraterritorialité. Ce dernier est, selon David Salvi, non applicable dans ce cas précis étant donné que "les autorités militaires ont signé, dès l'implantation de la base sur le sol belge, une convention selon laquelle le Shape s'engageait à respecter la législation en vigueur dans le pays d'accueil pour ses besoins en matière de main d'œuvre."

Travail au noir et pratiques obscures

Cette absence de statut fragilise fortement la situation des travailleurs et rend les licenciements relativement aisés. Ce qui colle parfaitement à la politique interne du Shape qui vise le "tout à moindre coût pour les Shapiens". Ainsi, afin de maintenir les activités socio-récréatives (bowling, cinéma, bars, restaurants, etc.) à des prix très bas pour les militaires et leurs familles, les autorités du Shape n'hésitent pas à licencier du personnel civil pour le remplacer par des travailleurs au noir, issus de ces mêmes familles de militaires[2]. Au Setca, on cite notamment l'exemple du restaurant de la base militaire, fermé fin 2005 pour des raisons "économiques" et réouvert quelques mois plus tard avec du personnel shapien.

Ce qui constituait au départ une pratique marginale devient maintenant récurant et il y a aujourd'hui plus de travailleurs au noir (aux alentours de 229 temps partiels et 66 temps pleins) que de personnel déclaré (les 112 équivalents temps pleins cités plus haut). Selon David Salvi, l'arrivée des militaires des pays de l'Est n'a fait qu'amplifier le phénomène. "Ces personnes sont demandeuses de ce genre d'emplois, même payés 4 ou 5 ☐ de l'heure." Mais il met en garde contre tout type d'amalgames: "Le problème n'est pas de donner un emploi aux travailleurs de l'Est, loin de là. Mais c'est que le travail au noir, échappant à l'ONSS et au précompte professionnel, se fait au détriment de tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité. Il s'agit d'un véritable dumping social, cette situation est un peu le Bolkestein du Shape !"

A l'heure actuelle, l'ONSS mène l'enquête et rendra ses conclusions prochainement. Mais le syndicat est en tout cas décidé à mettre fin à cette situation, "inadmissible dans une région où le taux de chômage est le plus important du pays." Jusqu'ici, les réactions des différents niveaux de pouvoirs politiques aux interpellations du syndicat, sont restées bien pâles. ■

(1) Le Commandement suprême des Forces alliées en Europe (Supreme Headquarters of the Allied Powers in Europe) constitue une base stratégique dans le déploiement militaire de l'OTAN en Europe occidentale. Elle est implantée à Casteau, près de Mons, depuis 1967.

(2) Ndlr: appelés les "Shape members and dependants"

politique

Dans le meurtre de Joe Van Holsbeeck, ce qui a choqué, ce n'est pas tellement le meurtre en lui-même (rien somme...) mais c'est que le meurtre a été commis dans le seul but de permettre le vol d'un appareil MP3 et q par des jeunes de l'âge de la victime. Et ce qui inquiète, c'est que ce type de délinquance, sans aboutir au me en plus répandu. Nous ne sommes pas de ceux qui nient le problème pour ne pas avoir l'air de nourrir le phan de la droite. La criminalité, en expansion, est à la fois une conséquence virulente et un symptôme fort de la cris peut être ignorée, particulièrement lorsqu'elle atteint les jeunes. PAR JEAN-LOUIS FAUCHET

COMMENT EST-CE POSSIBL

Comment est-il possible d'accorder si peu de valeur à la vie humaine et autant de prix à la possession d'un objet de consommation ? Comment est-il possible que l'éducation parentale et l'enseignement public faillissent à ce point à transmettre la notion du bien et du mal ? Où donc ces jeunes délinquants ont-ils été chercher que tout était permis, pour avoir tout, tout de suite ? Où donc ces jeunes délinquants ont-ils appris que l'"avoir" valait mieux que l'"être" et que la seule morale était celle de la réussite matérielle individuelle ? La réponse est autour de nous. Il suffit d'ouvrir les yeux.

C'est l'exemple, plus que la morale, qui crée les valeurs

Le jeune est harcelé de messages publicitaires débiles mais séduisants. Il est convaincu qu'il est diminué s'il ne possède pas des chaussures de telle marque ou le GSM dernier cri. Il voit une richesse clinquante dans les rues de nos villes (il y voit aussi de plus en plus de mendiants et de SDF). Mais il n'a pas les moyens d'accéder légalement à cette richesse, ni même l'espoir d'y arriver un jour par une formation suffisante et un emploi stable.

violence ? Ce ne sont pas seulement les fictions télévisées qui la banalisent, voire la glorifient ou la rendent séduisante. C'est la réalité même de la société, de notre société ! Ce n'est pas aux lecteurs de *la gauche* qu'il faut démontrer que, par exemple, la dette publique est une forme de racket contraignant les pauvres à servir une rente aux riches. Que la dette du Tiers Monde en est une autre qui aboutit à un transfert net de richesses du Sud pauvre vers le Nord riche. Que le salariat est fondamentalement une extorsion et un chantage sur le droit de vivre et de faire vivre sa famille. Que le tout est appuyé sur le mensonge élevé au rang de raison d'Etat et sur la violence pure et simple lorsque le mensonge est démasqué. Quand le président de la première puissance mondiale déclenche au nom de Dieu une guerre meurtrière sur base de purs mensonges, pendant que ses amis s'en enrichissent odieusement, où est la morale ?

Nous vivons dans une société qui sacrifie les plus faibles et les conditions même de la survie de l'humanité, pour qu'une minorité puisse vivre dans le gaspillage d'une accumulation de richesses acquis-

Exactement ce que
jeunes qui versent da
Cela n'excuse pas, ma

Les parents et l'
dos

Ceci étant dit, il est bie
parents et l'école ont
dans l'éducation des je
n'importe quelle socié
ents eux-même son
stress de leur activité
point de ne plus pou
devant leur téléviseu
sont déprimés par
emploi ? Si les parent
souvent en guerre pa
une société où tout
favorise l'épanouisse
dresse entre les perso
ents sont eux-même,
victimes d'un monde
d'angoisse où la seule
paraît être, le paraître
tion passive et
marchandises ?

Quant à l 'école, sous
d'enseignants mal for
il est manifeste qu'il s'

quelques enseignants parvient à faire émerger une minorité d'élèves.

Les limites de la répression

Reste la répression. Il faut "mettre des limites" et sanctionner, disent les bonnes âmes pédagogues de la famille et de la société.

On a entendu, lors d'une interview matinale de M. Jacqmain de la RTBF, un professeur de philosophie morale de Namur relever que la multiplication des "incivilités" devait être mise en rapport avec la perte de l'autorité à tous les niveaux de la société. Les parents n'osent plus rien refuser à leurs enfants devenus des tyrans. Les hommes politiques n'osent plus prendre des mesures utiles, mais impopulaires, de peur de ne pas être réélus.

De là à conclure que c'est la démocratie (aussi formelle soit-elle) qui est à l'origine du problème, il n'y a qu'un pas. Aucun de nos politiciens, sauf à l'extrême-droite, n'ose encore le franchir.

Mais quand la seule réponse substantielle de l'Etat au "mouvement blanc" a été la fusion des polices, on ne s'étonnera pas d'entendre mettre en avant, comme réaction au meurtre de Joe, la création d'une nouvelle prison pour mineurs et la multiplication des caméras et des policiers dans les gares.

Une fois de plus, la vertueuse compassion de nos autorités accouche d'une lutte policière contre les symptômes, mais ne s'en prend pas aux causes sociales de la maladie. La répression, dans ces conditions, n'ajoute que l'odieux à l'impuissance.

déjuger totalement une société fondée sur l'argent et la concurrence ?

Aujourd'hui, l'opinion publique est unanime dans son émotion. On notera en passant que la foule était nettement moins empressée quand elle a assisté passivement au meurtre de Joe et à la fuite de ses agresseurs. L'indifférence envers autrui, jusqu'à la lâcheté non exempte de mépris de soi-même, est le pendant nécessaire de l'aliénation du consommateur. Tandis que la capacité d'émotion et de mobilisation, si elle existe encore, paraît fortement tributaire des médias.

Mais soit. Les beaux sentiments fleurissent dans tous les partis : on ne fera pas de "poli-

Sud et le changem
mettent en péril
d'une humanité ur
isée. Il est donc
penser plus loin,
une société fondée
non plus sur la mar

Vision idéaliste ? Ut
gence du problème
topie la seule solut
est question de vou

Tant en Flandre qu'en Wallonie, deux initiatives sont en cours afin de dégager les possibilités de construire une alternative politique à gauche, y compris sur le terrain électoral. Les deux initiatives ; "Une autre gauche" (voir notre dernier numéro de La Gauche) et "Comité voor een andere politiek" (Comité pour une autre politique) ont d'ailleurs entamé un processus de dialogue en vue de voir comment elles pourraient, à terme, collaborer, voir fusionner. Il semble acquis en tous les cas qu'un rassemblement national réunissant ces deux initiatives aura lieu juste après les élections communales du 8 octobre.

PAR DAVID DESSERS ET ATAULFO RIERA

"AUTRE GAUCHE" ET "EEN ANDERE POLITIEK"... en dialogue

Les initiateurs des deux mouvements se sont récemment rencontrés pour discuter de ces questions de collaboration. Ont entre autres participé à cette discussion: Jef Sleeckx, Lode Van Outrive et George Debunne et, du côté d' "Une autre politique ", Corinne Gobin et Nadine Rossa-Roso. Des représentants du POS (Parti Ouvrier Socialiste), du MAS (Mouvement pour une Alternative Socialiste), de " Sta Op " et du Parti Humaniste étaient également présents.

Un message commun

Fait significatif, presque tout le monde est d'accord sur le fait que les deux initiatives doivent collaborer et la plupart des personnes présentes pensaient qu'il serait préférable d'agir à partir d'un seul et même message. Il s'est cependant immédiatement avéré qu'une véritable fusion n'était pas si évidente, et ce pour diverses raisons. La principale étant que les deux initiatives ont pris forme indépendamment l'une de l'autre, chacune a connu sa propre genèse et s'est créé sa propre image de marque en fonction de cette genèse, de sa dynamique et des réalités politiques existantes des deux côtés.

L'initiative francophone a vu le jour à la suite d'un appel lancé dans La Libre Belgique. Trois assemblées générales se sont déjà déroulées et des groupes locaux et thématiques ont été créés. L'initiative se définit clairement comme étant une alternative "de gauche" et "anti-capitaliste". L'initiative flamande est née de l'opposition à la constitution européenne et s'est rapidement formée lors de la lutte contre le " pacte de solidarité entre les générations " et le conflit entre la FGTB/ABVV et le SP.A. Ces derniers mois, Jef Sleeckx a parcouru le pays pour participer à des débats et à des conférences, principalement sur invitation des syndicalistes. Au fur et à mesure, Jef s'est de plus en plus attaché à promouvoir une alternative politique. Mais jusqu'à présent, aucune véritable réunion de l'initiative n'a encore eu lieu au niveau flamand, la première assemblée générale devant avoir lieu le 17 juin. Les initiateurs de "Een andere politiek" - et principalement Jef Sleeckx - souhaitent que l'initiative ne soit pas trop "de gauche" ni trop "rouge", essentiellement pour qu'elle soit entendue par les affiliés de la CSC. Le raisonnement est le suivant: le programme doit être de gauche, mais

PAS FACILE... MAIS NÉCESSAIRE!

Poser des jalons significatifs dans la construction d'une alternative de gauche n'est pas chose facile. S'il est relativement aisé et rapide de se mettre d'accord sur les constats, les nécessités et l'objectif général à atteindre, concrétiser tout cela est une autre paire de manches. L'initiative pour "Une autre gauche" (UAG), à l'image des tentatives similaires dans le passé, n'échappe pas à ces difficultés. Quelles activités, sur quels terrains? Quel profil adopter? Vers qui s'élargir et comment? Quelle place et rôle pour les organisations de la gauche radicale en son sein? Quel type de fonctionnement afin que ces dernières et les participants "sans parti" puissent œuvrer ensemble dans la confiance, en évitant tout jeux d'appareils? Toutes ces questions, que nous avions déjà en partie soulevées dans un précédent article, se posent actuellement avec acuité dans UAG et suscitent, c'est bien le moins, des discussions passionnées, voire déchirantes. C'est inévitable. Mais il n'est pas obligatoire que cela se passe systématiquement dans la douleur. Ainsi, il nous semble primordial d'adopter une série de règles de fonctionnement qui permettent à toutes les opinions de s'exprimer démocratiquement, qui permettent réellement converger, sans que quiconque estime être "à l'avant-garde" et devoir tirer de force les autres à soi. Des règles qui expliquent comment les décisions politiques seront tranchées.

D'autre part, une plate-forme politique de base (reposant sur l'Appel initial) est également nécessaire afin de clarifier ce que l'on souhaite, les objectifs, les rythmes et les méthodes pour y parvenir, une plate-forme qui devra nécessairement s'élaborer avec ceux et celles qui luttent sur le terrain.

Après toute une série de péripéties passablement négatives, l'assemblée générale du 11 juin d'UAG sera en ce sens -et avant la pause des vacances- très importante. Outre la question des relations entre UAG et l'initiative de Sleeckx (voir ci-contre), cette AG devra se déterminer par rapport à une série de règles de fonctionnement visant à garantir un maximum d'espace aux "sans partis" et à empêcher des attitudes de type "fractionnel", la monopolisation de la parole ou des instances élues par l'une ou l'autre organisation. Des axes pour élaborer une plate-forme politique -mais non un "programme" ficelé et définitif- seront également définies. Enfin, une série de propositions d'actions et de campagnes seront sur la table (en solidarité avec la lutte des sans papiers, sur la question du logement et dans la perspective du Pacte de compétitivité et de l'Accord interprofessionnel). C'est par la résolution de ces questions et (espérons-le!) dans le feu des luttes sociales à venir que la construction d'une nouvelle force politique pourra pleinement trouver se développer. ■ A.R

pas la rhétorique.
Cette différence de formation est également liée au contexte politique réellement différent dans les deux régions du pays. Malgré les points communs, il faut bel et bien constater que la progression politique, idéologique et sociale vers la droite a gagné plus de terrain en Flandre qu'en Wallonie, où le PS reste le premier parti et ne craint certainement pas d'utiliser un discours de gauche. En d'autres termes, il y est fondamental de se définir comme étant "de gauche" et de montrer que l'on défend l'idée d'"une autre gauche", clairement alternative à la social-démocratie et aux verts.

Pas de précipitation

Tout cela ne signifie pas pour autant qu'il soit impossible pour les deux initiatives de trouver un message commun ou d'évoluer vers une forme solide de collaboration. Cela signifie par contre qu'il faudra toujours tenir compte des différentes sensibilités et des différents contextes. Le " profil " idéologique ne pourra pas être strictement identique et d'autres accents seront également nécessaires sur le plan du contenu. Les avis divergent au sujet de la forme que prendra la collaboration: certains sont en faveur d'une fusion pure et simple, d'autres pensent qu'une simple coordination des deux initiatives serait suffisante, une troisième option, intermédiaire, étant la constitution d'un mouvement " confédéral ". Le plus important dans l'immédiat est selon nous de prendre le temps nécessaire dans le but de bien mener cette discussion, sans forcer quoi que ce soit et afin que les deux initiatives dialoguent sereinement, qu'elles puissent organiser des initiatives communes sans pour autant attendre un point de vue définitif sur la question " fusion, coordination ou confédération ". Tout cela deviendra probablement plus clair en cours de route.

Une première proposition d'activité concrète et de grande ampleur et que les deux initiatives collaborent dans l'organisation d'une rencontre national au cours du mois d'octobre, après les élections communales. La préparation de cette journée commencera dès que les assemblées générales des deux initiatives auront donné leur feu vert. ■

FLANDRE= TROIS INITIATIVES...

Dans le prolongement de la lutte contre le " pacte de solidarité entre les générations ", trois initiatives politiques différentes ont vu le jour avec des sensibilités et des orientations parfois clairement, divergentes, parfois encore indéfinies. Premièrement, il y a le "SP.A-rood" (SP.A-rouge), une initiative du groupe trotskyste "Vonk", qui, au sein de la social-démocratie flamande a pour but de peser à gauche sur les processus de décision internes. Les camarades de "SP.A-rood" ne croient pas en une alternative politique en dehors de ce parti.

Deuxièmement, il y a l'initiative de Sleeckx, Van Outrive et Debunne, dont il a déjà été question dans La Gauche. Sleeckx et ses partenaires pensent au contraire que le SP.A a connu une droitisation importante et sans retour et qu'il applique la politique néolibérale plutôt qu'il ne la combat. C'est ainsi que de plus en plus de travailleurs tournent le dos à ce parti et que, à défaut d'une alternative de gauche crédible, certains sont poussés dans les bras du Vlaams Belang. C'est pourquoi un nouveau parti de gauche, selon Sleeckx, doit voir le jour, un parti qui offre en même temps une alternative au SP.A et permette d'administrer une gifle électorale au Vlaams Belang par la reconquête de son électorat ouvrier. Après toute une série d'activités publiques, l'initiative tiendra sa première assemblée générale le 17 juin et il est probable qu'un document de plate-forme et un secrétariat d'organisation y soient décidés.

Enfin, il y a le " Mouvement du 15 décembre " ("15-decemberbeweging") dont le nom fait référence à la date à laquelle le " pacte de solidarité entre les générations " a été approuvé par le Parlement. Le mouvement a été lancé par Hugo Franssen, le responsable des éditions EPO, une maison d'édition historiquement liée au PTB, et par un secrétaire du SETCa, Hendrik Vermeersch. Elle a entretemps reçu le soutien de nombreux délégués, responsables et militants syndicaux. Le Mouvement appelle à "une autre politique, une politique de gauche", mais ne va pas très loin dans son plaidoyer en faveur d'une alternative politique en terme de force politique nouvelle. Le texte fondamental de ce mouvement est ainsi selon nous correct, mais la stratégie que le mouvement suivra sur cette base n'est pas encore très claire. Il est cependant évident que Vermeersch et consorts ne sont pas, aujourd'hui, pas en faveur d'une alternative électorale, au contraire de Sleeckx qui plaide pour une présentation de listes aux élections législatives de 2007. Des participants du Mouvement du 15 décembre estiment certainement que le moment n'est pas encore favorable tandis que d'autres pensent sans doute que c'est le PTB qui doit se dresser comme étant l'alternative électorale au SP.A. George Debunne et d'autres personnalités ont également signé l'appel du Mouvement du 15 décembre. Soutenir cette initiative en signant son texte de base peut être effectivement utile. En tous les cas, nous plaidons en faveur d'une convergence entre l'initiative de Sleeckx et le Mouvement du 15 décembre. ■ D.D.

Dans toute l'histoire de la Belgique, jamais auparavant, un mouvement de lutte pour les droits des immigrants "sans-papiers" n'avait réussi un tel exploit : mettre en échec l'arbitraire et l'absurde de la politique barbare utilisé contre les sans-papiers. PAR OSCAR FLORES POUR LE CRER

Assurer la REGULARISATION des sans papiers !

Aujourd'hui, ce mouvement est en pleine apogée. Avec pour revendication " le réel souhait de régulariser 100 à 150.000 personnes" par des critères économiques et politiques, son pouvoir de mobilisation arrivera bientôt à réaliser encore une chose jamais vue dans ce pays : un énorme rapport de force au niveau national avec une quarantaine de points d'occupation dans toute la Belgique (églises, mosquées, centres laïques, sièges des partis politiques, ONG (Cire, etc.), Universités (ULB, Liège), Centres ouverts FEDASIL (Petit Château, Broechem). Et ce, à Bruxelles, en Flandre comme en Wallonie.

Ce mouvement est composé de l'ensemble des immigrés "sans-papiers". Ces derniers qualifiés d'après leur ordre d'arrivée sur le territoire et leur situation administrative comme, par exemple, "demandeurs d'asile, article 9.3, ont recours au conseil d'état, à la commission permanente, déboutés de la procédure, clandestine", etc. Par là même, le mouvement a réussi à dépasser la faiblesse toujours reprochée aux sans-papiers disant "qu'ils sont toujours divisés, entre communautés, religions " Cet état de fait a complètement disparu depuis longtemps car à présent la grande majorité des sans-papiers de tous les horizons, de toutes les croyances et de toutes les couleurs se sont réunis autour de l'UDEP pour donner le coup de grâce aux méthodes BARBARES de la politique d'immigration Belge et réussir à obtenir leurs papiers.

Au niveau international, l'UDEP en tant que mouvement belge des sans-papiers, a pu se réunir avec des associations similaires en Europe. A l'issue de ces réunions, une coordination internationale des sans-papiers s'est formée et il fut conclu d'organiser pour la première fois au niveau européen la première manifestation le samedi 17 juin. Les organisations signataires dans cette décision sont l'UDEP pour la Belgique, la CNSP (Coordination Nationale des Sans - Papiers en France) et ATRAIE (mouvement des sans-papiers en Espagne).

Autre constat positif à énoncer. Le mouvement a réussi à accomplir de larges avancées depuis sa naissance. On ne va pas toutes les énumérer ici et juste citer les plus importantes. Mais pour bien comprendre son origine, il nous est nécessaire de revenir un peu en arrière, quand le Ministre de l'Intérieur Patrick Dewael a décidé de régulariser 130 personnes ayant trouvé asile au sein de l'église St.- Boniface après 5 mois d'occupation et 3 semaines de grève de la faim.

Selon lui, la loi belge doit régulariser au cas par cas, de manière individuelle, d'après des critères humanitaires. Alors, comment a-t-il pu régulariser toutes ces personnes en une seule fois et en même temps laisser des milliers d'autres dans la clandestinité ? Voilà le premier message fort contradictoire envoyé aux sans-papiers de l'église St.- Boniface par le Ministre. Or ces sans-papiers présentaient parfois des situations totalement opposées. Exemple : un homme vivant en Belgique depuis 12 ans et un autre depuis 6 mois se sont vus régularisés le même jour et dans les mêmes conditions.

Le Ministre voulait-il un peu de temps pour souffler ? Calmer le mouvement ?

Mais il ne s'agit pas d'un jeu Monsieur le

Ministre, ni d'un caprice passager et le résultat de votre action n'a finalement fait que mettre du feu sur l'huile et susciter la création d'un énorme mouvement de masse, avec des actions sur l'ensemble du territoire de la Belgique.
Les "sans-papiers", que son administration et son pouvoir discrétionnaire ont façonnés, se sont d'un coup réveillés pour réclamer leurs droits, eux aussi, aux papiers."

"La procédure d'asile est la coupable. On va la changer et tout ira mieux!"

On veut vraiment nous faire croire une telle absurdité !

Le Ministre de l'Intérieur a déposé un projet de loi pour tenter de sortir de l'impasse dans laquelle son administration et sa loi inhumaine place chaque jour des milliers de personnes. L'ensemble du Gouvernement via le Conseil de Ministres a approuvé ce projet qui est aujourd'hui en discussion à la Chambre des Représentants et en Commission de l'intérieur. Pour certains, ce débat est important et mérite d'être mené au niveau parlementaire. Mais est-il raisonnable d'espérer une attitude différente des partis politiques qui forment la majorité (PS, MR, SPA et VLD) au Parlement, alors que le Gouvernement a déjà approuvé le projet du ministre Dewael ?

Dans ce débat, les quelques semblants de négociations politiques sont plutôt "de la poudre jetée aux yeux pour calmer l'opposition". Dans ces négociations, le Ministre affirme oralement qu'il énoncera les critères qu'IL considère comme bons pour juger de la régularisation de telle ou telle personne. Il faut hélas constater que les parlementaires, pourtant plus en faveur de la régularisation, acceptent cependant le principe d'une circulaire ministérielle pour régulariser quelques-uns des sans-papiers. Ils considèrent qu'alors le travail sera réussi.

Nous croyons que ce qui est discuté dans les couloirs du Parlement fédéral mènera juste à une issue de négociation pour calmer le mouvement et arrêter les occupations.
Alors qu'il mène des actions pour renforcer la compétitivité (Pacte des générations, Plan Marchal en Wallonie, etc.), le Gouvernement n'a pas considéré l'apport économique et politique qui pourrait amener à la régularisation de milliers de personnes. Il continue à se voiler la face et à s'obstiner dans une vision de la réalité où les sans-papiers n'ont pas droit au débat.

On pense que l'issue du débat à la Chambre, dans le meilleur des cas, devrait permettre la régularisation de quelques milliers de sans-papiers, dans une vision humanitaire de la loi, du type "demandeurs d'asile en attente et longues procédures". Ce qui équivaut à RIEN par rapport a l'ensemble des personnes vivantes en Belgique en tant que sans-papiers.

Dans cette logique, caractéristique de la politique belge, on va encore donner une solution partielle à un problème de fond, sans aucune solution structurelle, sans aucune définition de critères clairs et encore moins sans la création d'une commission permanente de régularisation. Pour les défenseurs des droits de l'homme, les acteurs associatifs, politiques, les militants et membres du mouvement d'opposition la période que nous

POSITION DE LA FGTB WALLONNE ET BRUXELLES ET DE LA CSC - MOC

De tous les travailleurs, les travailleurs sans papiers constituent assurément la catégorie la plus exploitée. Des dizaines de milliers de personnes contribuent quotidiennement au fonctionnement économique du pays, permettent à de nombreuses entreprises de faire des profits, et restent cependant privés de toute reconnaissance. Contraints d'accepter des conditions de travail et de rémunération qui ne respectent pas ce que la loi impose, ils sont bien souvent dans l'impossibilité, du fait de leur situation irrégulière, de se défendre et de réclamer le respect de leurs droits fondamentaux. Leur situation irrégulière les expose d'ailleurs à une répression disproportionnée : si l'employeur qui utilise une main d'œuvre illégale risque une amende, et très rarement, une peine d'emprisonnement, le travailleur clandestin sera quant à lui renvoyé dans son pays d'origine, au mépris des attaches qu'il a pu développer en Belgique et de la richesse qu'il a contribué à créer.

Comme organisation syndicale défendant tous les travailleurs, quelle que soit leur origine, nous ne pouvons accepter ce constat, comme nous ne pouvons nous résoudre à approuver une politique qui ne se donne pas les moyens de combattre ce scandale social. La problématique des migrations est assurément extrêmement complexe et il n'y a pas de solution simple et définitive. Mais ce n'est pas une raison pour enfoncer sa tête dans le sable et refuser d'avancer vers plus de justice.

Le gouvernement vient de réformer en profondeur la matière de l'asile et du séjour. Dans cette réforme, il y a du bon et du moins bon. Mais il y a surtout un assourdissant silence : le gouvernement reste muet sur la question de la régularisation. Nous sommes de plus en plus nombreux à dénoncer le flou qui règne dans l'octroi du séjour aux étrangers. Nous attendons la mise en place de critères clairs et permanents de régularisation, qui permettent enfin de donner une existence légale à des individus qui, de fait, sont membres à part entière de la société. Nous attendons également la mise en place d'une commission de régularisation impartiale et indépendante, condition sine qua non pour en finir avec l'arbitraire actuel. ■

La première partie de notre quinzième Congrès a eu lieu à Malines les 22 et 23 avril derniers. Une cinquantaine de représentants des différentes sections a débattu trois résolutions durant tout un week-end. Le congrès précédent avait encore été assombri par une crise financière interne profonde et des débats politiques difficiles. Ce quinzième congrès s'est déroulé dans une atmosphère beaucoup plus positive et empreinte de camaraderie. C'est le congrès de la reprise modeste et continue, d'une unité retrouvée et d'une confiance en soi croissante. Les trois résolutions ont été adoptées à une large majorité.

PAR MATTHIAS LIEVENS

AVANTI !

Le quinzième Congrès se déroule en deux parties. Durant un premier week-end, trois résolutions ont été débattues: sur la situation politique en Belgique et en Europe, sur le mouvement syndical, et sur l'écologisation du marxisme. La deuxième partie du Congrès aura lieu en septembre et se penchera sur l'adaptation de nos statuts, ainsi que sur un éventuel changement de nom de l'organisation. Nous avons choisi de garder ces deux débats séparément et de les achever dans un ordre de succession logique. C'est seulement à la fin de la deuxième partie qu'une nouvelle direction sera aussi élue.

Fidèles à la tradition, nous avons démarré vendredi soir avec un exposé détaillé de la direction actuelle sur "l'état de l'organisation": nombre de militants, nombres de membres de soutien, nombre d'abonnés aux journaux, etc. Tous les membres avaient accès aux comptes et chacun a pu entendre un rapport financier détaillé. Ensuite, nous avons traité des activités et campagnes réalisées: les écoles d'hiver, le colloque Ernest Mandel, la campagne "Une autre politique est possible", ainsi que la vente du livre de campagne qui s'y rapporte.

Ecologisation du marxisme

Samedi matin, le congrès s'est penché sur une résolution remarquable, "Thèses sur l'écologisation du marxisme révolutionnaire". Les premières phrases résonnent comme suit: "La 'crise écologique' n'est pas une crise des écosystèmes en tant que tels et n'est pas davantage une conséquence inévitable de la nature humaine. Il s'agit, au contraire, d'une crise historiquement déterminée du lien social entre l'humanité d'un côté et de la nature telle que celle-ci a été formée et transformée à travers les différents modes de production (et depuis deux cents ans, plus déterminé par le capitalisme) d'autre part". La résolution argumente la nécessité d'écologiser notre pensée: "La volonté d''écologiser' le marxisme ne repose pas sur quelque but distinct, mais a à voir avec la constatation que la critique marxiste de l'économie capitaliste est encore toujours un moyen inégalé pour faire comprendre clairement que la crise dans la relation entre l'humanité et la nature est enracinée dans les relations sociales entre les gens, c.à.d. les moyens de production. Aux yeux de l'écrasante majorité des gens qui sont confrontés à la dégradation du milieu, la désastreuse balance écologique des états bureaucratiques déformés ou dénaturés appelle une réaction de rejet. Le marxisme révolutionnaire, antistalinien et a-dogmatique qui veut contribuer à la conception d'un nouveau projet socialiste révolutionnaire, ne pourra se charger de cette responsabilité que dans la mesure où il s''écologise' lui-même sur le plan

théorique, programmatique et pratique".

Le texte donne une série d'amorces théoriques dans ce sens et aborde aussi leurs suites pour le programme de l'organisation. Plutôt que de partir d'un point de vue achevé, le but de la résolution est d'entamer à l'intérieur du POS une large discussion qui doit amener à l'écologisation de notre pratique et de notre programme. Le congrès a décidé la constitution d'un groupe de travail spécifique pour cela.

La crise du syndicalisme comme moteur du changement

Samedi après-midi a démarré avec une introduction sur la situation du syndicalisme en Belgique. La résolution qui s'y rapporte est un document volumineux qui offre non seulement un aperçu historique du syndicalisme dans notre pays, mais aussi une analyse de la crise actuelle dans laquelle il s'est enlisé. "Quoique le nombre de syndiqués et le poids du syndicalisme dans la société restent élevés, un fossé toujours plus grand apparaît entre la puissance de ce mouvement syndical, dont nous pouvons voir la force dans des mouvements de luttes sociales périodiques, et son impuissance à combattre la politique d'austérité néolibérale, le chômage massif, l'inégalité sociale croissante, le recul des conditions de travail, son impuissance donc à affronter les défis de notre temps. Du fait qu'il ne semble pas en état d'empêcher le recul social et n'est plus, comme dans le passé, un moteur dynamique de progrès social, le mouvement syndical perd en légitimité et n'apparaît plus comme une alternative de société, un contre-pouvoir. Il n'est plus l'incarnation de la demande d'une répartition démocratique des richesses sociales en fonction des besoins prioritaires et perd du terrain dans la société".

La résolution approfondit ensuite une série de causes objectives et subjectives de cette crise. Les débats internes dans les mouvements syndicaux entrent fortement en compte. De l'ancien renardisme, sur la contradiction entre autogestion et cogestion, jusqu'aux discussions actuelles entre un syndicalisme de combat, un syndicalisme oppositionnel réformiste et un courant de ceux qui se présentent comme partisans de la "modernisation", mais en réalité "sacrifient une part de l'autonomie syndicale pour formater les syndicats en instruments passifs qui doivent servir à enchaîner les travailleurs dans la réalisation des buts socio-économiques de la bourgeoisie". Pour finir, le texte contient un bilan de la lutte contre le pacte des générations et une orientation pour le travail syndical des militant/es du POS pour la période à venir.

Débloquer la gauche

Samedi soir et dimanche, on a débattu "la résolution politique", un texte plus court qui dresse une analyse de la crise de la représentation politique de la classe des travailleurs en Belgique. Avec, d'un côté, une gauche parlementaire qui participe, maintenant depuis 18 ans d'affilée, à des gouvernements successifs et montre ainsi clairement ne pas vouloir rompre avec les points de départ libéraux. Le résultat en est que le mouvement des travailleurs, mais aussi tout un tas d'autres mouvements sociaux, se heurte de plus en plus à un mur, le mur de la puissance, et ne trouve pas de traduction politique de ses exigences. Ceci a été prouvé une fois de plus de manière manifeste par la lutte contre le pacte des générations. Des centaines de milliers de travailleurs prennent part à la résistance contre ce pacte et pas une seule fraction politique parlementaire ne se lève comme défenseur de ces personnes. A part peut-être le Vlaams Belang, qui d'une manière mensongère et trompeuse, essaie de canaliser le mécontentement dans la classe ouvrière. Durant ces 18 ans de participation gouvernementale de la social-démocratie, ce VB a continué à grandir. Un tas d'électeurs socialistes traditionnels a été embrigadé par le VB et il n'y a aujourd'hui pas une seule force de gauche en état de ramener ces gens à l'écurie de gauche.

Ceci fait que la situation est complètement bloquée du côté gauche. La seule manière de débloquer cette situation passe par la construction d'une nouvelle force de gauche large, à la gauche des verts et des sociaux-démocrates.

En outre, la résolution contient aussi une résolution en vue des nouvelles initiatives pour une autre politique et une autre gauche en Flandre et en Wallonie. Le Congrès a décidé que le POS continuera à s'investir dans ces initiatives et a aussi approuvé une série de points de départ qui doivent servir de fil conducteur pour notre travail à l'intérieur de ces initiatives (aussi bien pour le contenu, la structure, la relation Flandre-Wallonie que la position de partis de gauche radicale à l'intérieur). Sur base de cette résolution, nous avons établi un texte officiel qu'on pourra retrouver dans La Gauche.

Reconstruction de la commission femmes

Du temps a été conscré samedi soir à la relance de la commission femmes du POS. Les jeunes femmes qui en seront les chevilles ouvrières ont confronté les congressistes avec des questions sur la situation des femmes en Belgique, dans le monde... et aussi au POS. A titre indicatif -puisque la relance de cette comission a été décidée par les militantes femmes elles-mêmes- le Congrès a voté unanimement pour la reconstruction de la commission femmes. Cette commission se réunira plusieurs fois par an, produira des articles, brochures et tracts et mettra une série d'activités sur pied, activités mixtes

ou non mixtes. L'objectif est de renforcer et d'approfondir les positions féministes du POS et de reposer ces questions pour l'ensemble des militant-es de l'organisation.

Les jeunes présents ont aussi profité de l'occasion pour discuter de l'activité des jeunes du POS et de la campagne autour du camp d'été de la IVe Internationale qui se déroulera cette année en Italie, en Toscane, du 29 juillet au 5 août.

La première partie du quinzième congrès s'est clôturée par une vibrante Internationale. Un petit mot de conclusion a souligné une fois de plus la différence avec le déroulement du Congrès précédent. Après le Congrès précédent, il y avait eu presque immédiatement une série de décisions difficiles: la démission des permanents, plus tard l'arrêt momentané des publications, etc. Tout était sous le signe de la survie financière de notre organisation. Durant les deux dernières années, nous avons fait de nouveau d'importants pas en avant: Rood et La Gauche ont reparu sous une forme complètement renouvelée, nous avons organisé avec succès deux écoles d'hiver, nous avons lancé une campagne politique, avec un journal de campagne, un livre et un tas d'activités, le colloque Ernest Mandel a dépassé nos attentes. L'organisation revit et grandit en nombre de membres. Nous avançons sur le chemin que nous avons pris: Avanti ! ■

Cette année encore, des choses bizarres risquent de se produire en juillet et août: peut-être un peu de soleil ou, au mieux, une pénurie de ventilateurs ... En tout cas, ce qui est sûr, c'est qu'environ 500 jeunes de toute l'Europe et d'ailleurs auront la furieuse envie de se rassembler et de planter leur tente sous le soleil de Toscane, pour participer au 22e camp international des jeunes organisé par la IVe Internationale entre le 29 juillet et le 5 août. Mais qu'est-ce qui motive ce curieux phénomène qui se répète chaque année, à différents endroits, depuis plus de vingt ans ?

23E CAMP INTERNATIONAL DES JEUNES ANTICAPITALISTES

Avant tout, les jeunes qui participent au camp ont le point commun de se revendiquer anti-capitalistes. Ca va de la vraie militante à fond de balles au gars qui s'intéresse et qui soutient. Pendant une semaine, entre une petite sieste sous un arbre et un p'tit godet en compagnie d'un Suédois ou d'une Espagnole, on débat et échange des idées et des analyses à travers des forums, ateliers et formations à propos du féminisme; de l'écologie; des mouvements des précaires, anti-guerre, altermondialistes ou étudiants; des luttes Lesbienne/Gay/Bi/Trans; de la solidarité internationale, ... On parle aussi de la température sociale de nos pays respectifs et des expériences politiquement intéressantes pour mener des actions coordonnées à un niveau international, créer et renforcer des réseaux ou tout simplement puiser des idées à expérimenter.

Sans trop se prendre la tête quand même, on essaie d'appliquer une sorte de prototype en miniature de la société qu'on souhaite construire. Le camp s'organise sur un mode alternatif, autogestionnaire et démocratique, sur base de principes féministes, égalitaires, écologiques et internationalistes. Concrètement, chacun-e assume selon sa volonté et disponibilité les tâches collectives: nettoyage, gestion des ateliers, des forums des meetings et du bar, distribution des repas, ... Le programme du camp est élaboré collectivement plusieurs mois à l'avance par des représentant/es des différentes organisations européennes. Et, sur place, de nouveaux sujets proposés par les participant/es peuvent toujours s'y intégrer.

Et puis, le camp international des jeunes de la IVe est traditionnellement imbibé d'une ambiance festive et alternative manifeste qui n'est pas là pour déplaire: concerts, fêtes, basculement des conventions traditionnelles... Bref, on y retrouve tous les ingrédients d'une expérience forte et inoubliable, qui regonfle à bloc pour se lancer ou continuer à bouger dans les luttes sociales et politiques.

En Belgique, la mobilisation pour le camp est organisée par le POS et s'adresse à tout/e jeune interessé/e par l'expérience. Il n'est pas obligatoire d'être membre du POS ou de vouloir le devenir (même si ce serait sympa) pour participer au camp. Habituellement, ça coûte 275 euros - pas cher! - pour le transport en car, tous les repas, les activités. Des problèmes financiers? Fais-le nous savoir et on cherche une solution. Il te faut de l'argent de poche pour les boissons et autres achats. Au camp, nous avons notre propre unité monétaire afin d'équilibrer les différences entre les niveaux de vie des différents pays européens. La valeur de cette monnaie dépend donc de ces différences. ■

Infos et programme sur http://www.sappos.org/camp/index.htm

Le gouvernement bolivien vient de nationaliser les hydrocarbures le 1er mai dernier. La "troisième et dernière nationalisation", a affirmé le président Evo Morales. Le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud semble s'être décidé à entamer par la réforme un processus de réversion des politiques néolibérales imposées dans les années 90 en commençant par nationaliser les richesses de son sous-sol.

PAR FRÉDÉRIC LÉVÊQUE

La Bolivie nationalise ses hydrocarbures

On s'en doute, la mesure de nationalisation des hydrocarbures n'a pas plu à tout le monde et suscite de vives polémiques et critiques mettant à mal les principes d'égalité entre Etats et leur souveraineté. Nombreux sont les éditorialistes à dénoncer l'ombre de Chavez dans cette réforme, le président vénézuélien jouant aujourd'hui le rôle d'épouvantail qui était réservé il n'y a pas si longtemps à Moscou. Une manière de mépriser l'"indien" Evo Morales et surtout la majorité de la population bolivienne qui dans la rue ou lors d'un référendum s'est prononcée pour une telle mesure de nationalisation et a envoyé l'ancien syndicaliste des cultivateurs de coca au Palacio Quemado - le palais présidentiel- pour qu'elle soit mise en oeuvre.

Retour sur la "capitalisation"

Après une période troublée marquée par les mobilisations sociales et l'instabilité politique, la Bolivie a retrouvé la démocratie en 1982. Mais ce retour à la démocratie représentative fut presque concomitant à la mise en œuvre de politiques néolibérales à partir de 1985. Le FMI poussa le gouvernement de Gonzalo Sanchez de Lozada, en 1996, à "capitaliser" le secteur des hydrocarbures. Il fallait attirer les investisseurs étrangers et transformer l'appareil de production pour l'orienter vers les exportations.

La “capitalisation” consistait à transformer l'entreprise publique en sociétés par actions, dont au moins la moitié étaient acquises par le capital international, le reste étant attribués aux "citoyens boliviens", notamment à travers des fonds de pension. Une fois capitalisées, les anciennes entreprises publiques établissaient des joint ventures avec des transnationales qui devaient s'engager à y investir l'équivalent de la valeur des actions. Donc, la capitalisation a consisté non pas à vendre mais à donner le contrôle d'entreprises publiques au capital international en échange de rien, à l'exception d'argent frais.

Le nouveau cadre juridique adopté en 1996 par le gouvernement de l'époque changea donc radicalement la donne. La loi antérieure (1990) affirmait que "l'État est [était] propriétaire des réserves, de la production et de la commercialisation, et par conséquent participait et était le bénéficiaire direct de la génération, de la distribution et de l'usage de l'excédent"(1). En revanche, la nouvelle législation imposée en 1996 indiquait que "l'État est propriétaire des réserves de gaz mais pas de la production et de la commercialisation des liquides et du gaz, et par conséquent est exclu du circuit de la génération, de l'appropriation et de l'usage de l'excédent". La nouvelle législation établissait aussi une nouvelle classification des champs d'exploitation. "L'État créa deux catégories d'impôts distincts. L'un, portant sur les réserves dites "existantes", qui maintenait les royalties à 50% de la valeur de la ressource, et l'autre, sur les réserves "nouvelles", qui abaissait les royalties à un niveau de 18% de la valeur marchande. En 2000, 95% des réserves étaient homologuées selon le nouveau régime de royalties"(2). Le problème est que les puits déjà en exploitation étaient en cours d'épuisement tandis que les nouveaux furent essentiellement découverts et mis en exploitation après la privatisation, à partir de 1997. Ce sont ces derniers qui ont hissé la Bolivie au rang de seconde réserve de gaz naturel d'Amérique du Sud, après le Venezuela.

Avant ces contre-réformes, l'entreprise publique YPFB était l'entité chargée d'exploiter et de commercialiser cette ressource. Des transnationales opéraient dans le pays mais sous le contrôle de YPFB qui apportait 400 millions de dollars par an au Trésor public. "Le secteur des hydrocarbures était la "caisse à tout faire" de l'Etat mais en contrepartie de ne pas se perfectionner au niveau technologique et de ne s'occuper que d'activités purement extractives, sans investir dans de nouvelles explorations"(3). Après la "capitalisation", l'entreprise, jugée et "rendue" inefficiente, fut désarticulée et ses fonctions réduites à l'administration de contrats.

Guerres du gaz

Depuis l'entrée dans le 21e siècle, la contestation sociale n'a cessé de croître en

Bolivie. En octobre 2003, la volonté du gouvernement et du consortium transnational LNG Pacific d'exporter le gaz bolivien vers le Mexique et la Californie via un port chilien déclencha une rébellion qui, malgré les dizaines de morts de la répression, prendra, au bout de quinze jours de manifestations et de blocages de routes, la forme d'une insurrection qui poussa le président Gonzalo Sanchez de Lozada à prendre la fuite, direction les Etats-Unis. C'est à partir de cet épisode que les mouvements sociaux vont brandir l'étendard de la nationalisation des hydrocarbures, une revendication qui fait partie de l'imaginaire syndical et populaire du pays.

Suite à la guerre du gaz, c'est au tour de l'ancien journaliste Carlos Mesa de prendre les commandes du pays, en s'engageant notamment à organiser un referendum et à faire adopter une nouvelle loi sur les hydrocarbures. Cet enjeu pèsera sur tout son mandat. "La réalisation du référendum sur le gaz de juillet 2004 (...) comme acte de contention et de neutralisation, représenta une déroute temporaire de la revendication de nationalisation", nous dit Alvaro Garcia Linera, l'actuel vice-président. "Les secteurs qui défendaient cette revendication ne sont pas arrivés à organiser le boycott du référendum", ce qui a centré et légitimé le débat sur la seule augmentation des impôts et royalties. "Cependant, l'enlisement du débat au parlement [sur une nouvelle loi des hydrocarbures] et l'absence de signaux de transition vers un nouveau modèle économique, avec un rôle accru de l'Etat dans le commerce des hydrocarbures, a recréé une situation de mal-être social et a renforcé l'exigence de nationalisation". En mai et juin 2005, face à un nouveau blocage du pays par les mouvements sociaux, Mesa fut poussé à la démission ouvrant la voie à des élections anticipées qui ont vu triompher Evo Morales en décembre dernier.

La nationalisation

Le 7 avril 2005, le Tribunal constitutionnel affirmait que les 78 contrats existant entre l'Etat bolivien et les transnationales dans le domaine des hydrocarbures étaient illégaux, notamment parce qu'ils n'avaient pas été approuvés par le Parlement. Pour de nombreux secteurs, l'ordonnance du tribunal équivalait à une virtuelle nationalisation. Cette dernière sera officialisée un an plus tard avec le décret appelé "Héros du Chaco" en référence à la guerre contre le Paraguay (1932-35). Le décret rend notamment à l'Etat la propriété et le contrôle des hydrocarbures, ordonne que toute la production revienne à YPFB et établit une période de 180 jours pour la renégociation des contrats des compagnies étrangères selon les nouvelles normes en vigueur, après audit et au cas par cas.

La nationalisation soumet le capital étranger mais ne l'exproprie pas. Elle rééquilibre la relation entre les entreprises et l'Etat en faveur de ce dernier. Du fait des particularités de la privatisation du secteur, les actions détenues par les "citoyens boliviens" sont transférées à titre gratuit à YPFB et les "actions nécessaires" des consortiums d'entreprises transnationales (Andina, Chaco, Transredes, etc.) sont "nationalisées" pour que l'entreprise publique YPFB contrôle un minimum de 50 % + 1 des parts.

Depuis 1996, les entreprises privées étaient taxées à hauteur de 18 %. Suite à la nouvelle loi sur les hydrocarbures l'an dernier, ce pourcentage a grimpé à 50% Il sera maintenu pour les champs d'exploitation les moins importants, mais augmenté à 82% pour les deux champs les plus productifs qui représentent 70% de la production nationale.

Avant la capitalisation, les entreprises publiques représentaient 60% des revenus du gouvernement. Après l'entrée en vigueur de la loi de capitalisation et la coûteuse privatisation du système des pensions, la situation fiscale s'est fragilisée. L'Etat bolivien a accru sa dépendance envers les crédits et les dons de l'étranger et la collecte d'impôts. Actuellement, les investissements publics représentent 7% du PIB et seul 50% sont financés avec des ressources internes. Selon des estimations du ministère du Développement économique, l'Etat bolivien a perdu 3,152 milliards de dollars entre 1996 et 2006, ce qui signifie que pour chaque dollar que recevait l'Etat, il en perdait deux(4). Par la nationalisation, le gouvernement entend recevoir 300 millions de dollars additionnels par an et ainsi engranger des royalties d'environ 780 millions de dollars. Il entend aussi, par un "geste fort", respecter le mandat qui lui a été donné en décembre dernier.

Pour mener à bien ce processus, Evo Morales pourra compter sur les alliés cubain et vénézuélien, l'axe "radical" de la gauche sud-américaine. C'est ainsi qu'il vient de rejoindre l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), un projet d'intégration basé sur la coopération, la solidarité et la complémentarité entre pays lancé par le président vénézuélien. C'est dans une telle initiative anti-impérialiste que "el Evo" trouvera des alliés pour faire face aux projets libre-échangistes, aux pressions internationales et au capital européen, états-unien mais aussi et surtout brésilien. En effet, 51% du gaz consommé par le Brésil provient de son bouillant voisin et l'entreprise brésilienne Petrobras - publique à 37%-contrôle 20% du PIB de la Bolivie.

Jusqu'ici la Bolivie a plus subi l'exploitation de ses ressources naturelles qu'elle n'en a profité. Après l'argent des mines de Potosi, à l'époque de la Colonia, et celles d'étain, le pays va-t-il enfin pouvoir utiliser rationnellement et durablement ses richesses au profit de sa population ? ■

(1) Carlos Villega Quiroga, *Rebelión popular y los derechos de propiedad de los hidrocarburos*, OSAL n° 12, septembre-décembre 2003.
(2) Louis-F. Gaudet, *La Bolivie de l'après référendum: vers un nouveau cycle de contestations ?*, RISAL, 10 septembre 2004.
(3) Walter Chavez, *la lutte pour la nationalisation des hydrocarbures*, RISAL, juin 2005.
(4) Cité dans "Repsol YPF en Bolivia: una isla de prosperidad en medio de la pobreza", rapport de Intermón Oxfam. Mai 2004: http://www.intermonoxfam.org/unidad....

Depuis fin 2005, Elio Rodríguez est le nouvel ambassadeur de Cuba en Belgique. Après la difficile période des années 90, l'économie cubaine connaît un renouveau. Et la vague progressiste qui déferle sur l'Amérique latine permet au pays de sceller de nouvelles alliances, pour une coopération réellement solidaire. PROPOS RECUEILLIS PAR CHRIS DEN HOND

ELIO RODRIGUEZ

"SI NOUS POUVONS AIDER LES PROCESSUS REVOLUTIONNAIRES EN AMERIQUE LATINE, NOUS LE FERONS AVEC CONVICTION"

Dans son discours du 1er mai, Fidel Castro parle d'erreurs qu'il faut corriger. De quelles erreurs parle-t-il et comment les corriger ?

Elio Rodríguez: **A**ucun processus révolutionnaire n'est parfait, le nôtre non plus. Au cours des 45 ans de révolution à Cuba, nous avons commis des erreurs, malgré le fait que la révolution est plus mûre et solide maintenant. Une des erreurs les plus urgentes à résoudre est la corruption. C'est un phénomène contre lequel notre gouvernement et le parti luttent en ce moment. Une autre erreur est le développement de mécanismes d'inefficacité et bureaucratiques qui nous empêchent de mieux progresser.

Comparé avec la période spéciale du début des années 90, Cuba a su maintenir son système de production vers le socialisme, tandis que les pays de l'Est ont implosé. Comment expliquez-vous cela ?

E. R.: Au début des années 90, nous nous trouvions dans une situation économique extrêmement grave. Nous avions perdu 85% de notre commerce qui se faisait avec les pays de l'Est européen et surtout avec l'Union soviétique. Nous avions perdu les matières premières et les pièces détachées pour notre industrie, tous produits en Union soviétique. Cela nous est arrivé dans un très bref délai, ce qui a provoqué chez nous une crise très sérieuse. Le niveau de vie à Cuba s'est détérioré. Aujourd'hui, la situation est très différente. Nous avons de bonnes perspectives économiques avec une croissance de 11,8% l'année dernière et des prévisions de plus de 10% pour cette année. Le niveau de vie des Cubains est donc en train de s'améliorer, comme le transport et la nourriture. Il n'y a plus de coupures d'électricité. Dans les années 90, il y avait souvent des coupures de 15 heures par jour. Nous avons beaucoup investi pour permettre aux Cubains de s'acheter des appareils électroménagers. Maintenant, de nouveau, les hôpitaux et les écoles sont équipés avec du matériel plus moderne.

Notre principale richesse, c'est la formation de ressources humaines. Cela nous permet d'aider les autres. Nous avons plus de 20 000 médecins cubains qui travaillent dans 68 pays. Aujourd'hui, presque 1 000 médecins cubains sont au Pakistan pour assister la population après le terrible tremblement de terre. Nous soutenons la campagne d'alphabétisation au Venezuela, qui tente d'éradiquer l'analphabétisme, comme nous le faisons maintenant aussi en Bolivie.

La crise des années 90 nous a obligés à développer le tourisme, ce qui a provoqué plus d'inégalités sociales. Le concierge d'un hôtel gagnait plus qu'un ingénieur ou un médecin à cause des pourboires en dollars. La prostitution s'était développée. Nous étions obligés d'ouvrir notre marché aux investissements étrangers. Ces dernières années, nous continuons à lutter contre les inégalités. Les salaires des professeurs ont augmenté. Les retraites aussi. La sécurité sociale s'est améliorée. Les handicapés sont mieux soignés. Les gens se rendent compte que, malgré ses limites, la révolution a pu trouver une solution aux problèmes vitaux de la grande majorité des 11 millions de Cubains. Aux moments les plus critiques des années 90, aucun hôpital n'a fermé ses portes, toutes les écoles sont restées gratuites, tous les enfants ont pu garder l'accès aux services de santé. Les gens reconnaissent et respectent cela.

Nous ne sommes par contre toujours pas satisfaits des résultats du secteur agro-alimentaire. Le système des coopératives, les entreprises d'Etat et les producteurs privés peuvent être améliorés. Dans les années 60, avec la réforme agraire, la grande propriété terrienne a été abolie. Chaque paysan a obtenu un bout de terre. Mais aujourd'hui, nous devons améliorer l'efficacité des coopératives et des entreprises d'Etat. Nous ne sommes toujours pas autosuffisants sur le plan agro-alimentaire. Il faudra augmenter la productivité pour pouvoir faire face aux plus grandes sécheresses. Le changement du climat se ressent aussi chez nous.

Quand nous vous soutenons dans la campagne de libération des prisonniers politiques cubains aux Etats-Unis, certains nous répondent: "et les prisonniers politiques à Cuba ?"

E. R.: Ce sont deux thèmes différents. C'est difficile d'expliquer ça en Europe, parce qu'on ne pense pas en termes de guerre froide. A Cuba, la guerre froide est toujours très chaude. Nous sommes toujours confrontés au gouvernement des Etats-Unis qui veut publiquement achever la révolution cubaine par tous les moyens possibles. Cela nous oblige à nous défendre. Si des citoyens cubains reçoivent des centaines de millions de dollars du gouvernement américain pour travailler au service des Etats-Unis en finançant des activités subversives dans l'objectif d'en finir avec la révolution cubaine, nous sommes obligés de nous défendre. Souvent la presse dit qu'à

Cuba on t'emprisonne parce que tu as des idées différentes. Ca c'est un grand mensonge. A Cuba les gens s'expriment librement, souvent ils sont en désaccord avec le gouvernement et l'expriment sur la voie publique. Ca ne pose pas de problème.

Le cas des cinq Cubains emprisonnés aux Etats-Unis est très différent. Ce sont cinq jeunes Cubains qui ont sacrifié leur jeunesse en allant aux Etats-Unis pour s'infiltrer dans les organisations terroristes, celles qui planifient des attaques contre Cuba. Ces cinq Cubains se sont infiltrés pour obtenir des informations et les transférer à Cuba pour empêcher ces actes. De plus, nous avons transféré ce type d'informations aux services de sécurité aux Etats-Unis, au FBI. Ces cinq jeunes ne font pas d'espionnage contre les Etats-Unis, ils n'essaient pas de voler des secrets militaires, ils cherchent seulement à obtenir des informations sur les actes terroristes contre Cuba. Ils ont été sévèrement jugés et sanctionnés à Miami dans un procès manipulé. Nous essayons de les faire libérer en allant en appel pour obtenir l'annulation du procès.

Vous dites que "le consensus de Washington appartient à l'histoire". Qu'est-ce que ça veut dire ?

E. R.: A un certain moment, on pensait que l'avenir de l'Amérique latine serait le néolibéralisme. Aujourd'hui, la situation a radicalement changé. L'application de la politique de Washington a mené à plus de pauvreté, plus d'inégalités. Cette politique a freiné le développement économique et social du continent. Aujourd'hui, toute l'Amérique latine est consciente de la nécessité d'une autre voie, une voie qui permet un développement réel des pays et l'abolition des immenses inégalités sociales.

Cuba, le Venezuela, la Bolivie... l'effet de domino continue ?

E. R.: Cuba a été capable de s'affronter au grand empire pour maintenir sa propre indépendance. Cela suscite le respect dans le monde entier. Cuba continue à être un exemple qui montre qu'il est possible de trouver une autre voie de développement, qu'il est possible de résister à l'impérialisme nord-américain. C'est ce que Cuba fait depuis plus de 40 ans. Maintenant il y a de nouveaux processus révolutionnaires en Amérique latine et, si nous pouvons aider ces processus, nous le ferons avec conviction.

Il y a par exemple l'ALBA, (Alternative bolivarienne des Amériques) un traité de commerce entre les peuples, comme contrepoids de l'ALCA (Accord de libre Commerce des Amériques) qui défend le seul intérêt des Etats-Unis. L'ALBA est un processus économique qui permet la complémentarité économique entre les Etats et les peuples. Le Venezuela offre à Cuba du pétrole et de l'énergie à des prix plus bas que les prix du marché international. En échange, nous offrons une coopération au niveau de la santé. Il y a des milliers de médecins cubains qui travaillent gratuitement au Venezuela. C'est l'alternative à l'ALCA, qui signifie une subordination de l'Amérique latine aux intérêts des Etats-Unis. Nous voulons une coopération économique sur la base de la solidarité.

La situation actuelle en Amérique latine nous est très favorable. Nous avons maintenant beaucoup de partenaires dans la région. Cela nous aide à consolider notre propre révolution, notre propre développement. Malgré les hostilités des Etats-Unis et la politique de discrimination de la part de l'Union européenne vis-à-vis de Cuba, nous sommes plus forts que jamais.

Au niveau énergétique, Cuba a un avenir prometteur...

E. R.: Cette année est l'année de l'énergie à Cuba. Nous augmentons la production de pétrole. Nous développons aussi l'extraction de gaz à partir du pétrole. Cela nous permet de produire plus d'électricité. Mais nous investissons aussi dans l'énergie renouvelable, comme l'énergie solaire et éolienne. La production d'énergie sur base de la canne à sucre est prometteuse. Nous voulons être indépendants en ce qui concerne la production énergétique.

Comment avez-vous pu garder la foi révolutionnaire pendant tout ce temps ?

E. R.: Je suis toujours resté très optimiste pour le futur. Nous avons lutté contre le colonialisme espagnol, puis contre l'intervention nord-américaine. Nous avons fait la révolution contre le pouvoir néocolonial nord-américain, contre la dictature de Batista. Ensuite, nous nous sommes confrontés au blocus imposé par les Etats-Unis. C'est vrai que nous avons traversé de grandes difficultés, mais nous continuons à défendre toutes les belles choses que nous avons obtenues par cette révolution. Jamais on ne renoncera à ce qu'on a obtenu. On l'obtient seulement par le socialisme. Il ne suffit pas de penser à son propre bien-être, tandis qu'en Afrique des milliers de personnes meurent de faim, des millions d'enfants n'ont pas accès aux services de santé et d'éducation, des millions meurent du sida sans possibilités de se faire soigner. Cela ne peut pas être l'avenir de ce monde. J'aimerais dire aux jeunes de se battre pour un monde meilleur. Est-ce possible sous un régime capitaliste ? Non, sans aucun doute. Pour cela, nous continuons à défendre notre système social. ■

Photo : IPC

Bienvenue dans le merveilleux monde de l'apartheid

Bienvenue dans le merveilleux nouveau monde de l'apartheid ! Nous sommes entre Qalandiya et A Ram, à 3 kilomètres au sud de Ramallah, pas loin des touristes et croyants qui déambulent pour les fêtes à Jérusalem. Il y a un an, ici, ce merveilleux endroit n'existait pas. Un va-et-vient perpétuel de bulldozers démolissait le paysage aux pieds des morceaux de murs et des tours militaires et le transformait en un gigantesque chantier brouillant, poussiéreux. Un no man's land pierreux où, cependant, quelques Palestiniens vendaient encore des fruits ou du café, s'abritant du vent derrière des blocs de béton.

PAR DOMINIQUE WAROQUIEZ

Avril 2006, un an après : l'endroit n'est plus du tout reconnaissable, à part les tours et le sinistre mur gris. Israël l'a radicalement transformé en y construisant un "terminal" (on est au bord Sud du bantoustan de Ramallah). Dès l'entrée, un panneau indique une "zone de parking pour les bus et les transports publics". La très grande aire de stationnement entourée de projecteurs est pratiquement vide lorsque nous passons. Plus loin, un bâtiment qui ressemble à un hangar avec des portes métalliques, des grillages... A côté d'une peinture représentant un paysage idyllique mais sans être humain (une grand-route avec des bandes de circulation, des arbres), se trouvent trois panneaux en anglais, en hébreu et en arabe. Nous lisons...

Le titre, en gras : **Welcome to "Atarot" check point**. Premier tiret : vous entrez dans une zone militaire dont le but est de faciliter votre transit. Pour éviter d'attendre inutilement, lisez d'abord ces instructions et ensuite obéissez à celles-ci. Deuxième tiret : n'entrez pas en portant des articles métalliques ou des objets que les autorités ont interdits. Troisième tiret : préparez vos papiers pour l'inspection. Quatrième : vos documents doivent être présentés à chaque point d'inspection. Cinquième : retirez vos vestes. Sixième : les personnes qui refusent de suivre les instructions ou les inspecteurs ne seront pas autorisées à achever leur transit. Tiret sept : nous vous souhaitons un transit plaisant et en toute sécurité. Mot de la fin : Puissiez-vous aller en paix et revenir en paix ! (sic).

Puissiez-vous aller en paix...

En suivant quelques Palestiniens, essentiellement des hommes, nous pénétrons dans cet endroit lugubre. A peine entrées, nous avons l'impression d'être piégées dans une trappe : le couloir est divisé en plusieurs rangées avec des portes métalliques, des cameras de surveillance un peu partout, le lieu est sombre malgré l'éclairage blafard, des hurlements sauvages retentissent : une voix de femme hystérique, pousse des cris métalliques qui semblent sortir des murs, rebondir et se multiplier en s'amplifiant. Les Palestiniens, immobiles, silencieux, rangés en file, tentent d'obéir aux injonctions contradictoires de la soldate invisible, ils sont traités comme du bétail, contrairement à ce qui est indiqué sur le panneau de bienvenue : "Avancez ! Reculez ! Arrêtez !... Oui !!! Vous, NON, VOUS !!!!!... Obéissez !!! AVANCEZ !!!!!"

Humiliation quotidienne

Pétrifiées, nous assistons choquées à cette violente scène d'humiliation : les Palestiniens doivent avancer un à un, se diriger, en suivant les ordres, vers un des détecteurs de métaux, retirer leur veste, montrer leurs papiers. Quand ils arrivent devant une cabine vitrée où sont enfermés les chefs israéliens armés, ils doivent présenter leurs papiers à travers la vitre et enfin ils peuvent sortir en passant par un étranglement fermé sur toute sa hauteur par des barres de tourniquets (on imagine combien cela doit retarder le passage quand il y a plus de monde dans le hangar de tri !). A la sortie, un panneau signale le souci écologique de l'occupant: "Keep this terminal clean"[(1)] puis c'est la lumière du jour et un rond-point, au pied du mur, et encore un panneau, un !

"Ralentissez pour l'inspection, obéissez aux instructions des soldats". Les ordres pleuvent, il fait très gris et ici on n'entend pas le silence des pantoufles...

La scène à laquelle nous avons participé se répète depuis l'ouverture du check point moderne d'Atarot au début avril 2006 or elle se déroule, faut-il le préciser, dans les territoires illégalement occupés depuis 1967 par Israël. Atarot est situé à l'Est de la Ligne Verte et ici Israël empêche les Palestiniens de circuler entre chez eux et chez eux.

De plus, l'aire d'influence d'Atarot, comme disent les géographes, est terriblement étendue. Lorsque, quelques jours plus tôt, nous avons voulu quitter le bantoustan Sud (fermé à Abou Dis et Bethléem) pour nous rendre dans le bantoustan Nord à Ramallah, le conducteur de taxi collectif qui avait un permis palestinien a fait tout un détour par la vallée du Jourdain en évitant le sinistre Atarot. Nous avons aussi rencontré à Abou Dis, dans la partie volée grâce au Mur (le "bon côté"), une Palestinienne qui ne pouvait plus retourner chez elle, à Ramallah, après son travail, et qui par conséquent restait dormir sur place entre ses journées. D'autres travailleurs nous ont dit la même chose. "Une manière de tuer le peuple palestinien en

lui volant son temps".

Le comble, c'est qu'Atarot, ce magnifique endroit construit par l'occupant pour trier les Palestiniens (pardon pour "faciliter leur transit" !), se trouve près du futur tracé du tramway prévu, quant à lui, pour faciliter le transit des colons du "Grand Jérusalem" (Pisgaat Ze'ev, French Hill) vers Israël. Si ce n'est pas de l'apartheid !!! D'une part les colons s'installent partout illégalement dans Jérusalem-Est et ses alentours et on leur construit un tramway, d'autre part les Palestiniens sont chassés de leurs terres et on leur construit le centre de tri d'Atarot... Des cartes d'isochrones seraient très révélatrices du fait qu'il ne s'agit pas ici d'équidistance : on verrait à toute évidence la différence entre les trajets parcourus en un même temps par les super colons en tramway et par les Palestiniens "en transit" par le check point nouvelle mode d'Atarot...

Terres spoliées

Le but est clair : arriver par toute une série de réglementations basées sur les discriminations et la construction du Mur à l'aboutissement du plan sioniste ("le plus de terres possible pour les Juifs avec le moins de Palestiniens possible"). Atarot se situe en territoire volé. Israël a annexé les terres volées aux Palestiniens de Jérusalem-Est et des régions avoisinantes en étendant de manière unilatérale ses frontières. Il a inventé pour y parvenir un nouveau concept, celui de Municipalité du "Grand Jérusalem" et il a fait garder la nouvelle frontière par une "police des frontières", ces jeeps ultra mobiles et omniprésentes autour de Jérusalem.

Pour corser le tout, Israël a attribué des cartes d'identité différentes aux Palestiniens de Cisjordanie et aux Palestiniens de Jérusalem-Est annexée. Si bien que les Palestiniens de Cisjordanie ne peuvent plus aller à l'école ou à l'hôpital ou encore rendre visite à leur famille ou travailler à Jérusalem sans avoir reçu un permis de l'occupant. Enfin, le Mur a instauré deux catégories de paysage palestinien : d'un côté les territoires palestiniens enfermés, de l'autre, les territoires palestiniens volés... Et puis, cerise sur le gâteau, cet acte de générosité : Israël construit des terminaux pour faciliter le transit des Palestiniens et contrôler les papiers comme dans tout poste frontière qui se respecte... !?

Il est évident une fois encore que ce qui prime aux yeux des dirigeants de ce monde, ce n'est pas l'Avis de la Cour Internationale de Justice et le droit international mais bien l'argent. La diplomatie française n'a d'ailleurs pas épargné son énergie pour défendre le projet du tramway illégal remporté par Connex-Alstom...

Quand au terminal de Atarot dont le coût s'élève à plus de 6 millions d'euros, il matérialise parfaitement l'avancement du projet défendu par la Banque Mondiale dans son récent rapport "Stagnation ou renaissance"(2) : aménager des parcs industriels, des sweat shops, des terminaux, à la sortie du Mur pour fournir du travail à des Palestiniens sélectionnés. Une solution "moderne" pour réduire l'impact de la prolétarisation des travailleurs agricoles privés de leurs terres et de leur eau. Pas étonnant dès lors que l'UE et les autres membres du Quartet et de la Communauté Internationale laissent faire en se contentant d'observer (sic).

Quant à nous, si nous n'acceptons pas que ce processus continue et si nous ne voulons pas que l'an prochain il y aie encore plus d'Erez et de parcs de la honte en Cisjordanie et dans Jérusalem-Est, nous devons absolument exiger que nos gouvernements respectent l'Avis rendu par la Cour Internationale de Justice et que ni la Banque Mondiale, ni les Etats membres ne financent des infrastructures destinées à pérenniser l'existence du mur illégal... C'est une des trois revendications de la Campagne européenne pour des sanctions. A soutenir le plus possible et faire connaître autour de vous... car déjà Ehud Olmert prépare de nouvelles offres généreuses que les Palestiniens, bien sûr, ne pourront pas refuser. ■

(1) Ndlr : “Maintenez ce terminal propre”
(2) Consultez le site : www.association-belgo-palestinienne.be

Pourquoi cet acharnement de Washington qui décrit l'Iran comme diabolique ? Pourquoi l'administration nord-américaine considère-t-elle le programme nucléaire de l'Iran comme une grande menace militaire pour le monde ? Cela n'a rien à voir avec le caractère du gouvernement iranien, parce que Washington n'a aucun problème avec le fondamentalisme islamique de régimes amis comme celui d'Arabie Saoudite. D'où vient alors cet acharnement ? PAR FREDDY DE PAUW

POURQUOI L'IRAN EST "DIABOLIQUE"

Au début du 21e siècle, le gouvernement Bush a déterminé les priorités stratégiques pour la diplomatie nord-américaine. 1 : la menace de la Chine pour les positions nord-américaines en Asie et à long terme au niveau mondial. D'où la politique d'endiguement de la Chine. 2 : l'Asie du Sud-Ouest -le Moyen Orient et la région autour de la mer Caspienne avec toutes ses ressources énergétiques. Dans cette région, l'Iran occupe une place très importante, par ses champs pétroliers et gaziers et par sa géographie : le chemin le plus court entre les sources énergétiques d'Asie centrale et les "marchés mondiaux" est celui qui traverse l'Iran. De plus, l'Iran est situé entre deux pays où les Nord-américains sont militairement lourdement impliqués : l'Irak et l'Afghanistan. L'Iran a de bonnes relations avec les Chiites iraquiens et les Chiites Hazara en Afghanistan. Comme l'Iran a également de bonnes relations avec la Chine, l'Iran

est "le diable numéro 1".

Diplomatie du pétrole

Comme l'Inde et la Chine deviennent de grands consommateurs d'énergie, les Etats-Unis sont directement concernés. Les entreprises pétrolières US aimeraient bien avoir un pied-à-terre en Iran, mais elles espèrent surtout pouvoir transférer le pétrole d'Asie centrale à travers l'Iran. Pour y arriver, il faut à Téhéran un régime plus "gentil" avec les Nord-américains. Washington et les entreprises pétrolières avaient misé sur une victoire électorale facile de Rafsandjani l'année passée. Ils auraient alors pu entamer des relations commerciales avec cet homme d'affaire richissime. Mais les électeurs iraniens ne voulaient pas de lui. Ils ont élu Mahmoud Ahmadinedjad.

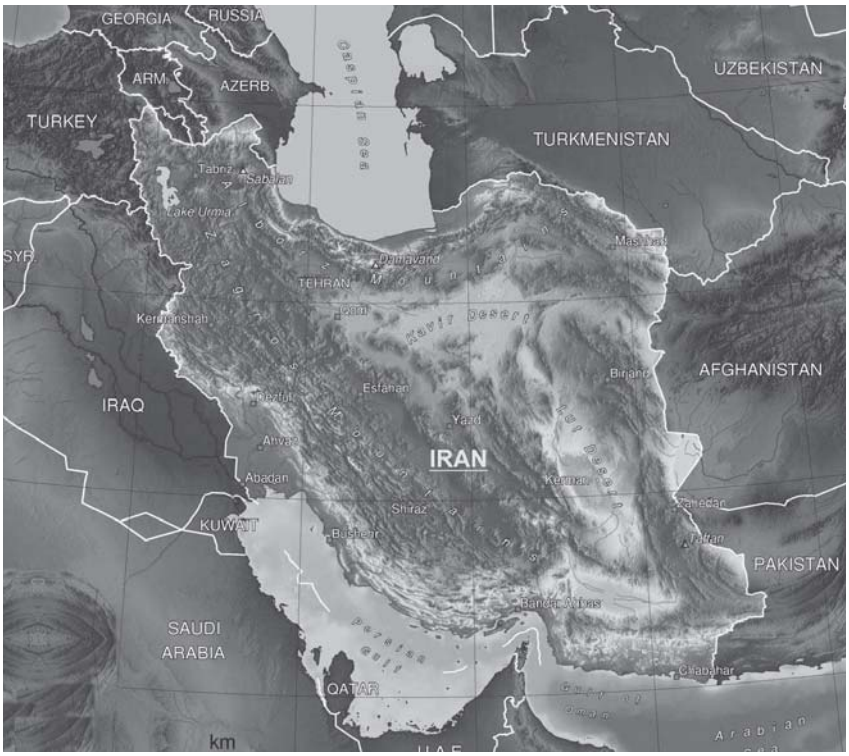
Washington a deux options : renverser le gouvernement iranien ou entamer un dialogue. Au sein du parti républicain de Bush, des voix puissantes s'élèvent pour dialoguer avec l'Iran plutôt que pour faire la guerre.

Apparemment l'expérience en Irak sert à quelque chose. Washington ne peut pas nier que l'Iran a une grande influence en Irak. Avec les règles démocratiques dictées par Washington, les politiciens irakiens pro-iraniens y sont puissants. Des processus démocratiques peuvent déranger. Ahmadinedjad est plutôt élu d'une façon démocratique et l'Occident sait très bien qu'une très large majorité de la population iranienne le soutient dans ses propos nucléaires.

Le parlement irakien compte un grand nombre de députés pro-iraniens, le Hamas a gagné les élections chez les Palestiniens, les Frères Musulmans gagneraient des élections libres en Egypte... Washington commence à douter de son "grand projet pour le Moyen Orient".

De l'hypocrisie nucléaire

Ce sont les faucons de Washington qui ont créé le danger nucléaire. Le programme nucléaire iranien a démarré en 1974 avec une dimension militaire. Mais à cette époque l'Iran du shah était un "pilier occidental" au Moyen Orient, un allié des Etats-Unis et d'Israël. D'où vient cette crainte -fictive ou pas- d'une arme nucléaire iranienne ? Est-ce le régime iranien terroriste ou expansionniste ? La seule grande guerre dans laquelle l'Iran fut impliqué était celle contre l'Irak entre



1981 et 1988, une guerre que Saddam Hussein avait déclenchée avec le soutien politique et militaire des Etats-Unis et de la France qui voulaient voir tomber le régime iranien. Qui menace avec des armes nucléaires tactiques dans la région ? Les Etats-Unis. Qui a utilisé de l'uranium appauvri en Irak ? Les Etats-Unis.

Pourquoi Washington ne s'inquiète-t-il pas du fait que l'Inde et le Pakistan sont des puissances nucléaires qui ont déjà mené trois guerres entre eux ? Au contraire, les Etats-Unis et les autres pays occidentaux se précipitent pour apporter une aide nucléaire à ces pays. Lors de sa dernière visite, Bush a promis à l'Inde de la technologie nucléaire qui pourra être utilisée à des fins militaires. Dans ce cas, les pays occidentaux sont les premiers à violer le traité de non-prolifération d'armes nucléaires. Le fait que l'Iran ait bel et bien signé ce traité tandis que l'Inde et le Pakistan ne l'ont pas signé est évidemment une pure formalité.

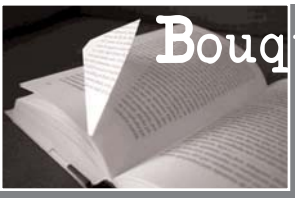
Des alliés

Est-ce que Washington exécutera ses menaces militaires ? Personne ne peut l'exclure avec certitude. Mais l'appel de plus en plus fort au sein du parti républicain pour dialoguer avec Téhéran reflète une grande incertitude, renforcée par la mauvaise expérience en Irak et aussi par le constat qu'une attaque limitée contre l'Iran renforcera le régime iranien et une attaque globale aura de plus graves conséquences que la guerre contre l'Irak.

Mener une attaque? Mais avec quels alliés? Les dirigeants américains ne peuvent plus trop compter sur des alliés européens et asiatiques. Ceux qui ont participé à l'invasion de l'Irak le regrettent. Washington cherche pour l'instant des alliés chez les ennemis d'hier, comme les "Modjaheddin Khalq", un mouvement qui participait au soulèvement contre le shah de 1978-79, décrit à l'époque comme gauche-islamique. Ces Modjaheddin ont pu construire des bases en Irak avec l'autorisation de Saddam. Ainsi ils se trouvent sur la liste des organisations terroristes. Après la chute de Saddam, ils se sont concertés avec les Nord-américains qui voient en eux des alliés contre Téhéran. Dans leur pragmatisme, les Nord-américains donnent également un certain soutien à d'autres groupes d'opposition, comme les monarchistes, mais aussi les Kurdes. ■

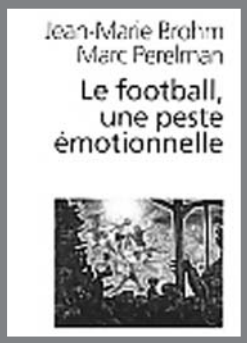
Après quelques hésitations de boycott, un char Queer animé par des libertaires a finalement occupé la Gay pride de Bruxelles. Sur le bus roulant à l'huile végétale, on pouvait lire: "Moins de bagnoles, plus de pédales", "Bouffe-moi le cul au lieu de bouffer du quick", "transversalité des luttes", "libre circulation des désirs"... Coincés derrière un caddie géant faisant publicité pour une marque de whisky, une banderole "Fuck *** (la fameuse marque)" a été improvisée. Puis certains paticipantEs ont tentés de se transformer en objets de consommation en entrant dans le dit caddie ce qui n'a pas du tout plû au manager du magasin. Le caddie géant a finalement prit la fuite plus haut dans le défilé...**

(source: www.liege.indymedia.org)



Bouquinages

Le football, une peste émotionnelle, par Jean-Marie Brohm et Marc Pérelman, La Brèche, 2006, 390 p.



Aux thuriféraires de la "religion athlétique" et du "culte de la performance", voici opposée la têtue réalité des faits. Censurées, occultées, refoulées, ces réalités, loin d'être de simples "déviations", "dénaturations" ou "dérives" comme le répètent à l'envi les idéologues sportifs, constituent au contraire la substance même du football-spectacle. Derrière le matraquage footballistique de l'espace public se profilent toujours la guerre en crampons, les haines identitaires et les natonalismes xénophobes. Et derrière les gains, transferts et avantages mirobolants des stars des pelouses, promues "exemples pour la jeunesse", se cachent les salaires de misère, le chômage, l'exclusion, la précarité et l'aliénation culturelle de larges fractions de la population invitées à applaudir les nouveaux mercenaires des stades comme naguère les foules romaines étaient conviées par les tyrans aux combats des gladiateurs. Le football-spectacle n'est donc pas simplement un "jeu collectif", mais une politique d'encadrement pulsionnel des foules, un moyen de contrôle social qui permet la résorption de l'individu dans la masse anonyme, c'est-à-dire le conformisme des automates. ■

Les nouvelles frontières du travail subordonné, s. dir. Héloïse Petit et Nadine Thèvenot, La Brèche, 2006, 250 p.

Qui commande le salarié ? Qui est responsable des décisions en matière d'emploi ? L'objectif de cet ouvrage est de caractériser les mutations des rapports de travail et d'emploi en intégrant la diversité des liens de subordination. Croisant l'économie du travail, l'économie industrielle, la sociologie, le droit et l'histoire, il propose une approche pluridisciplinaire des nouveaux rapports de dépendance dans le travail.

Héloise Petit et Nadine Thèvenot sont maîtres de conférences en sciences économiques à l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne et membres du laboratoire MATISSE. Leurs recherches portent sur l'éclatement de la relation de travail, la segmentation du marché du travail, les relations de sous-traitance. Avec des contributions de: Bernard Baudry; Rachel Beaujolin-Bellet, Rémi Brouté, Thomas Coutrot, Claude Didry, François Eymard-Duvernay, Jacques Fréyssinet, Patrick Fridenson, Antoine Lyon-Caen, Philippe Moati, Claude Picart et Jean Saglio. ■

AHMED SAADAT
dans la prison de Jericho

En août 2005, nous nous sommes entretenus avec Ahmed Saadat dans la prison de Jéricho, en Palestine, où il était détenu. La prison était surveillée par des Britanniques et Nord-américains.

Ahmed Saadat était devenu le secrétaire-général du FPLP après qu'un missile israélien ait tué le précédent responsable Abou Ali Mustapha dans son bureau à Ramallah en août 2001. Quand le FPLP a frappé "au même niveau" en tuant le ministre israélien d'extrême droite, Zeevi, il était devenu l'un des principaux ennemis d'Israël. Le 14 mars 2006, les forces d'occupation israéliennes ont attaqué la prison palestinienne de Jéricho et ont enlevé Ahmed Saadat et ses camarades.

Dans cette interview, filmée dans des conditions très particulières, Ahmed Saadat explique la politique israélienne, le lien tactique entre le FPLP et le Hamas et la stratégie pour l'avenir. ■

Août 2005: dans la prison de Jéricho, en Palestine: Ahmed Saadat, secrétaire-général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, FPLP: "Il faut une vision palestinienne claire dans le cadre d'un programme combatif". Durée 20 min. Année 2006. Prix: 5 euros.

Camera et interview: Chris Den Hond et Mireille Court
Montage: Sharmila Vingataredy
Traduction française: Lana Sadeq, Wissam Al Haj
Production: Formation Léon Lesoil, 20, rue Plantin, 1070 Bruxelles.
Remerciements à: Addameer, association de soutien aux prisonniers et de droits de l'homme, Palestine

DVD disponible sur commande à l'Association belgo-palestinienne (02 223 07 56 - abp.eccp@skynet.be) ou par mail à cdenhond@yahoo.fr

sommaire

ALTERNATIVES
- Le CLEA 2

EDITO
- Détermination humaine... 3

ECO-LOGIQUE
- Le piège des identités perdues 4

REBELLES
- Contre les conservatismes... 5

CA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS
- Voyage aux racines de la révolution 6

SOCIAL
- Sonaca. la menace plane... 8
- Le Shape bafoue les droits... 9

POLITIQUE
- Comment est-ce possible? 10
- UAG et Sleeckx en dialogue... 12

PLANETE SANS VISA
- Assurer la régularisation! 14

LA VIE DU POS
- Quinzième congrès: Avanti! 17

JEUNES
- Vingt-troisième camp international... 19

INTERNATIONAL 20
- Bolivie. Nationalisation... 22
- Cuba. Interview d'Elio Rodriguez 24
- Palestine. Apartheid... 25
- Iran. Pourquoi est-il diabolique? 27

L'IMAGE 27

BOUQUINAGES

Ce numéro de La Gauche est le dernier de l'année sociale. Nous reprendrons le cours normal de notre publication en septembre. D'ici là, bonnes vacances à tous et toutes!

www.pos-sap.org

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...**

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.**

■ **ANALYSE MARXISTE. Depuis près d'un demi siècle, la gauche est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. la gauche est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.**

■ **... et des SUPPLÉMENTS. Ponctuellement, la gauche s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.**